

6. Trésorerie de l'Etat

6.1. Attributions

D'après la loi modifiée du 8 juin 1999 la Trésorerie de l'Etat est chargée :

- du paiement de toutes les dépenses de l'Etat autres que celles payées directement par les comptables extraordinaires et les comptables des services de l'Etat à gestion séparée, du recouvrement des recettes provenant de la gestion de la trésorerie et des recettes non fiscales dont le ministre ayant le budget dans ses attributions peut la charger ainsi que de la centralisation de toutes les autres recettes de l'Etat;
- de la gestion des avoirs financiers et des engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat;
- de la tenue de la comptabilité générale et budgétaire de l'Etat ainsi que du contrôle de la comptabilité des comptables extraordinaires et des comptables des services de l'Etat à gestion séparée.

La loi concernant le budget de l'Etat de l'année 2001 a modifié et complété certaines dispositions de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Ainsi, il a été précisé que la Trésorerie de l'Etat assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat. Le règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2002 précise les règles relatives aux cautionnements, au serment et à la reddition de comptes par les comptables publics.

Par ailleurs, la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat a désigné la Trésorerie comme étant la caisse de consignation et le règlement grand-ducal du 4 février 2000 a fixé les règles comptables y relatives.

Toutes ces fonctions sont exercées par des sections distinctes au sein de la Trésorerie, à savoir la section « paiements et recouvrements », la section « comptabilité », la section « gestion financière » et la section « consignations ».

Outre des questions internes ponctuelles d'ordre économique et juridique, plusieurs autres dossiers ayant trait aux compétences de la Trésorerie de l'Etat dans le domaine de la finance, de la comptabilité, du recouvrement des créances et des consignations ont nécessité un suivi plus approfondi par les agents de l'administration. En ce sens il y a lieu de noter que les travaux préparatoires du projet de réforme du budget de l'Etat a nécessité un support continu de la part des agents de la Trésorerie de l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a également participé au niveau national et européen à divers groupes de travail, dont entre autres :

- EFC Sub-Committee on EU Sovereign Debt Markets
- EFC Sub-Committee on Statistics
- EFC Euro Coin Sub -Committee
- OCDE groupe de travail relatif à la dette publique
- Groupe de travail traitant de la Gouvernance d'Entreprise
- Choix d'un outil d'adjudications des certificats liés aux émissions de CO2

6.2. Personnel

Pour assumer l'ensemble de ses attributions, la Trésorerie a bénéficié en 2013 des services d'un directeur, de quatre fonctionnaires de la carrière supérieure, dont un détaché au Ministère des Finances, de quatorze fonctionnaires de la carrière du rédacteur, de six fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire. Trois employés de l'Etat, dont une personne engagée sous un contrat à durée indéterminée ont renforcé les équipes en 2013.

Notons enfin que deux personnes de la carrière du rédacteur ont fait valoir leurs droits à la retraite : l'une avec effet au 4 octobre 2013, et l'autre avec effet au 1^{er} mars 2014. Il s'y ajoute qu'une personne de la carrière supérieure et une personne de la carrière de rédacteur ont pris un congé parental en 2013.

6.3. Juridique

Plusieurs dossiers impliquant la Trésorerie de l'Etat ont nécessité une intervention juridique au courant de l'année 2013:

- Les travaux préparatoires concernant la création d'un bureau de gestion des avoirs saisis et confisqués;
- Les travaux préparatoires concernant la gestion et le traitement par la Caisse de consignation des dossiers consignés dans le cadre de la liquidation judiciaire de la Bank of Credit and Commerce International SA (« BCCI SA ») et la BCCI Holdings (Luxembourg) SA (« BCCI Holdings »);
- Les travaux préparatoires visant l'amélioration de la coopération avec diverses administrations et Ministères dans le domaine des cessions de créances soumise au régime de l'article 1689 du code civil et des mesures d'exécution forcée sur les traitements et indemnités;
- Les travaux préparatoires concernant à l'émission par la Banque centrale du Luxembourg de produits numismatiques ;
- Mise en place d'un groupe de travail dans le cadre des dispositions du règlement européen No 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation ;
- L'avant-projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat ;

Le Juridique a également contribué au suivi de certaines questions parlementaires et de dossiers contentieux liés à des consignations et à des mesures d'exécutions forcée.

6.4. Section « comptabilité »

6.4.1. Avances pour frais de route et de séjour à l'étranger

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004, le ministère ayant le budget dans ses attributions peut autoriser la Trésorerie de l'Etat à verser des avances :

- en relation avec les frais résultant d'activités professionnelles pour compte de l'Etat en déplacement à l'étranger et les frais de voyage de service ou statutaires à l'étranger, y compris les frais de déménagement, encourus par les agents de l'Etat et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais de scolarité encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais médicaux encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées.

Ainsi, la Trésorerie de l'Etat avait accordé au cours de l'exercice 2013 un nombre total de 2.794 avances à régulariser immédiatement après le voyage moyennant ordonnancement ou recouvrement.

Lorsque des avances demeurent non régularisées au dernier jour du mois de février qui suit l'exercice auquel elles se rapportent, elles font l'objet d'un rôle de restitution ou d'une imputation sur la rémunération de l'agent en cause. Au vu de la situation au 1^{er} mars 2013 qui s'est caractérisée par un nombre de 128 avances (645.833,22 EUR) dont la régularisation demeurait en souffrance, la Trésorerie de l'Etat a été contrainte d'intervenir auprès des ministères ordonnateurs et des retardataires concernés. L'imputation des recouvrements réguliers sur les traitements des agents en cause et le refus de leur octroyer de nouvelles avances ont permis de régulariser au cours de l'exercice 2013 toutes les avances accordées au titre des exercices antérieurs à 2013.

Au titre de l'exercice 2013, la Trésorerie de l'Etat a versé 2.650 avances en relation avec les dispositions qui précèdent, dont 11 avances pour frais de déménagement (59.500,00 EUR), 35 avances pour frais de scolarité (404.500,00 EUR) et 3 avances pour frais médicaux (34.500,00 EUR).

6.4.2. Saisies, Cessions et Sommations

En exécution des articles 62(2) et 94(4) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la section comptabilité assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a vu une sensible augmentation du nombre des dossiers à traiter, notamment:

- des cessions de créances liées aux installations photovoltaïques, du fait de la modification du régime applicable ;
- des dossiers de surendettement, soumis au régime légal luxembourgeois et allemand ;
- des ordres permanents / cessions de créance BHW

De façon générale, la Trésorerie de l'Etat constate que les établissements financiers déploient, beaucoup plus vite que d'habitude, les moyens visant à la récupération forcée de leur dû.

La section a été assistée en permanence par le service juridique pour les dossiers plus sensibles.

6.4.3 Fournisseurs

La Section Comptabilité est responsable de la base de données des fournisseurs de l'Etat. Cette dernière comprend des personnes physiques et morales nationales et internationales. La base de données recense près de 333.000 fournisseurs. En 2013, le nombre de créations, en tout 22.636, se répartit comme tel :

- Personnes physiques nationales et internationales : 19.859
- Personnes morales nationales : 1.336
- Personnes morales internationales : 1.441

Notons que d'un point de vue technique, les conditions nécessaires à la mise en place de l'identifiant unique pour les personnes physiques sont réunies.

6.4.4 Faillites

En matière de faillites, la Trésorerie de l'Etat a traité, jusqu'au 31 décembre 2013, un nombre total de 93 faillites (45 réponses de la part des curateurs ou en termes relatifs 48,39 %). Ce faible chiffre par rapport au nombre total de faillites prononcées en 2013 - 1047 faillites - 134 prononcées à Diekirch et 913 prononcées à Luxembourg, s'explique par le fait que seules les faillites des personnes physiques et morales, qui existent dans SAP et qui ont récemment reçu des paiements de la part de l'Etat, sont traitées par nos services. Il faut aussi noter que seulement 19 des 40 curateurs (47,5 % en termes relatifs) ont répondu à notre courrier.

6.5. Section « paiements et recouvrements » :

6.5.1. Paiements

La section Paiements et Recouvrements de la Trésorerie de l'Etat a effectué au cours de l'année comptable 2013 1.026.413 paiements pour un montant total de 9.481 millions EUR.

6.5.1.1. Paiements journaliers (Ordonnancement)

Tous les paiements journaliers sont constitués des ordonnances émises par les différents ministères et administrations. Ces paiements ont été générés sous forme électronique dans le programme de comptabilité SAP qui centralise l'exécution des ordres de paiement émanant des différents départements de l'Etat. Il s'agit en l'occurrence d'environ 519.000 virements électroniques pour une somme totale de 6.573 millions EUR.

Les seuls virements dits « journaliers » nationaux par le compte chèque postal principal de la Trésorerie de l'Etat représentent pour l'année 2013 un volume de 485.900 opérations (5.614 millions EUR). S'y ajoutent 23.600 paiements à l'étranger via la Banque et Caisse d'Epargne

de l'Etat (843 millions EUR) ainsi que des paiements en rapport avec certains programmes cofinancés débités de comptes chèques postaux respectifs spécialement ouverts par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit d'un nombre de 9.500 virements pour le montant total de 116 millions EUR.

S'ajoutent à ces paiements journaliers, le paiement mensuel des rémunérations des agents de l'Etat (voir point 6.4.1.3.) et les paiements des services de l'Etat à gestion séparée (voir point 6.4.1.2.)

Les frais de banque débités pour l'ensemble des paiements s'élevaient à 174.688,78 EUR. Les virements à l'étranger ont en outre généré en 2013 des gains de change pour 605.421,10 EUR ainsi que des pertes de change pour 194.629,66 EUR.

La section Paiements et Recouvrements participe à la mise à jour de la base de données « fournisseurs » à l'occasion de retours de paiements non exécutoires (voir point 6.4.1.6.) en supprimant le compte erroné ou clôturé et en introduisant le nouveau compte obtenu de l'ordonnateur à l'origine du paiement retourné.

Quelques paiements se font par la remise de chèques postaux, la plupart en relation avec des avances à des agents de l'Etat. En 2013 ont été émis 48 chèques pour un total d'environ 169.400 EUR. 13 de ces chèques au porteur étaient destinés à couvrir des frais de voyage de service et 14 à alléger le délai d'attente d'une rémunération de l'Etat due. D'autre part, les SEGS décrits ci-après font appel occasionnellement à la Trésorerie de l'Etat pour pouvoir faire face à d'éventuels besoins de fonds. Ainsi 21 chèques ont été remis à des comptables pour l'approvisionnement de leur caisse.

Le contrôle du débit correct des opérations de paiement, ainsi que la surveillance des recettes créditées, se fait par l'encodage et la comptabilisation des extraits bancaires. Ont été traités en 2013 pour l'ensemble des comptes chèques postaux gérés par la Trésorerie de l'Etat 993 extraits et pour les comptes courants auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat 502 extraits. L'ensemble de ces extraits est depuis 2009 chargé électroniquement via Multiline. Par ailleurs 249 extraits ont été enregistrés pour suivre la mise en circulation de monnaies dans SAP.

6.5.1.2. Paiements journaliers des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)

Le volume des paiements en rapport avec les services de l'Etat à gestion séparée augmente régulièrement, tout comme leur nombre. La loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013 a constitué comme services de l'Etat à gestion séparée 3 établissements dépendant du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ainsi que le Centre des technologies de l'information de l'Etat, amenant le nombre au total de 51 services de l'Etat à gestion séparée dont, entre autres, 40 établissements de l'enseignement et 6 institutions culturelles.

Le traitement de leur comptabilité dans SAP entraîne le paiement électronique de leurs ordres de paiement, semblable à la procédure normale. Mais le paiement SEGS est lancé par un run de paiement séparé, à effectuer par la Trésorerie de l'Etat en rassemblant les listes d'ordres émanant des différents SEGS et entrant en compte pour le paiement du jour. En 2013 ce procédé a généré 74.254 virements électroniques pour un montant total de 149,9 millions

EUR dont 66.105 virements nationaux pour un montant de 129,2 millions EUR et 8.149 paiements à l'étranger pour un montant de 20,7 millions EUR.

S'y ajoutent les virements de transfert du montant requis pour les paiements vers l'étranger, devant être opérés au préalable entre le CCP et le compte BCEE du SEGS en question.

6.5.1.3. Paiements mensuels des rémunérations des Agents de l'Etat

Depuis la mise en production du programme des rémunérations des agents de l'Etat HR dans SAP en 2007 le programme de calcul des rémunérations des agents de l'Etat est intégré dans le système comptable informatique de l'Etat. Les données pour le paiement sont rendues accessibles via interface entre le module de calcul et le module de paiement par des opérations faites à partir de fin 2010 par des fonctionnaires de la section Paiements et Recouvrements spécialement formés à ces fins. Ainsi les éventuelles compensations entre rémunération et avances ou autres dettes liées à la rémunération se font automatiquement.

Pour cette raison les fonctionnaires de la section doivent comptabiliser les remboursements volontaires dans les deux modules différents de façon consciencieuse et exacte afin de ne pas provoquer d'erreur lors de futurs calculs. Ils ont également collaboré à l'amélioration du système et à l'élimination de certaines incohérences.

Pendant l'année 2013 433.102 virements ont été effectués :

un premier cycle de paiement mensuel de 386.425 virements au total pour les rémunérations des fonctionnaires, retraités et employés de l'Etat, total annuel : 2.600 millions EUR.

un deuxième cycle de paiement mensuel de 46.677 virements pour les rémunérations des ouvriers de l'Etat, volontaires et assistants à l'éducation, total annuel : 158 millions EUR

soit un total général de 2.758 millions EUR pour l'année 2013.

6.5.1.4. Avances de trésorerie

La définition du terme « avance » consiste dans le paiement d'une somme due, par avance sur la procédure normale de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses de l'Etat. L'émission d'une avance sert à pallier aux délais inhérents à cette procédure, en cas d'urgence ou d'échéance à observer, comme par exemple pour les paiements aux organismes de la communauté européenne, aux administrations communales ou à la Trésorerie de l'Etat, section Caisse de Consignation (intérêts produits).

Sur base de l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et le règlement grand-ducal du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat, 3.388 avances temporaires de fonds ont été octroyées en 2013, dont 673 avances sur rémunérations sur demande du responsable du personnel de l'administration d'affectation du bénéficiaire. La plupart des avances revenait à des agents de l'Etat, quelques rares demandes étaient au profit de bénéficiaires de contrat de travail avec l'Administration de l'Emploi.

La plupart des avances ont été virées sur le compte CCP du bénéficiaire. Dans 14 cas, la Trésorerie de l'Etat a remis un chèque postal à cause d'une nécessité immédiate d'argent pour services rendus. Ce mode de paiement a eu lieu uniquement si le demandeur s'est personnellement présenté avec la demande d'avance dûment signée.

Des avances sont aussi virées à des comptables extraordinaires pour qu'ils puissent utiliser les crédits leur accordés pour l'exercice budgétaire dès le début de l'année comptable.

Un chèque remis au comptable public d'un service de l'Etat à gestion séparée pour alimenter la caisse du service constitue également une avance à récupérer via débit du compte chèque postal du service, transfert opéré par un fonctionnaire de la section Paiements et Recouvrements, 21 transferts ont ainsi eu lieu.

13 chèques ont en outre été émis pour des avances pour frais de route et de séjour à l'étranger, dans ce cas le plus souvent dans les mains d'une personne mandatée.

6.5.1.5. Paiements via la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

En dehors des virements à l'étranger, les montants plus importants sont virés sous date valeur et gérés par la section Gestion financière, comme les opérations journalières de placement et les transferts réguliers aux établissements publics, aux Etats-membres et organismes de l'Union européenne.

La section Paiements et Recouvrements veille à la régularisation de ces transferts par avance avec les ordres de paiements ministériels dès qu'ils sont visés par le contrôle financier afin d'éviter un éventuel double paiement.

6.5.1.6. Retours de paiement

Au cours de l'année 2013 un nombre d'environ 455 paiements, ce qui représente 0,1% de tous les virements, sur un total de 519.000 exécutés par la Trésorerie de l'Etat ne sont pas arrivés à destination. La raison étant que le compte choisi par les ordonnateurs pour le paiement au bénéficiaire était erroné ou clôturé.

Le résultat des requêtes auprès des ordonnateurs pour connaître un compte valable a permis de virer définitivement au bénéficiaire 409 retours. Le délai de réponse étant d'environ un mois il y a lieu de noter que quelques recherches sont en cours. 37 retours de paiement ont été mis en consignation.

35 paiements de rémunérations étatiques étaient par ailleurs retournés suite au changement ou à la clôture du CCP du bénéficiaire p.ex. en cas de décès du titulaire. Lorsqu'il s'avère que le montant n'est plus dû, la Trésorerie de l'Etat garde le montant dans ses caisses.

6.5.2. Recouvrements

6.5.2.1. Recettes non fiscales

Les 103 articles de recettes attribués à la Trésorerie de l'Etat dans le budget des recettes pour l'exercice 2013 se répartissent sur 8 sections dans le budget des recettes courantes (92 articles) et 2 sections dans le budget des recettes en capital (10 articles).

La Trésorerie de l'Etat a comptabilisé pendant l'année 2013 des sommes avoisinant pour les

recettes courantes:	289,9 millions EUR
recettes en capital:	3.047,1 millions EUR

Total recettes budgétaires: 3.337,0 millions EUR

Dont 3.036,5 millions entrées par l'émission d'emprunts de l'Etat

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2013 qui détermine pour l'exercice 2013 les recettes non fiscales spécifiques dont le recouvrement est du ressort de la Trésorerie de l'Etat énumère 34 articles dans le budget des recettes pour ordre sur lesquels la Trésorerie de l'Etat a comptabilisé pendant l'année 2013 un chiffre de 96,4 millions EUR, plus quelques recettes revenant à l'Administration des Contributions directes et Accises et à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour environ 3,1 millions EUR.

Total recettes pour ordre : 99,5 millions EUR

Les 10 fonds spéciaux et fonds de couverture dont le recouvrement des recettes est attribué à la Trésorerie de l'Etat par ledit arrêté ministériel ont affiché en 2013 des recettes au montant de 458,2 millions EUR. La Trésorerie de l'Etat a reçu sur ses comptes également des remboursements pour des fonds spéciaux non particulièrement dans ses attributions (p.ex. le Fonds pour l'Emploi), pour un montant de 66,3 millions EUR en 2013.

Aux termes de ce même arrêté ministériel, la Trésorerie de l'Etat est seule chargée des opérations de recette relatives aux dotations budgétaires de tous les fonds spéciaux de l'Etat. Le volume de ces alimentations représentait en 2013 un total de 5.209,0 millions EUR.

Total fonds spéciaux : 5.733,5 millions EUR

En outre, l'arrêté ministériel cité autorise la Trésorerie de l'Etat à imputer au budget également les recettes non fiscales qui lui sont versées par un débiteur de l'Etat, même si ces recettes sont imputables à un article dont la compétence pour le recouvrement est du ressort d'une autre administration financière de l'Etat. Ces imputations s'élevaient en 2013 à 176.095,66 EUR, ainsi que des recettes pour ordre au montant total de 3,1 millions EUR.

La Trésorerie de l'Etat informe le cas échéant l'administration compétente pour les recettes respectives au moyen d'un relevé mensuel détaillé.

Au cours de l'année 2013, la Trésorerie de l'Etat a perçu pour 4.985.230,00 EUR des recettes issues des adjudications concernant les certificats d'émissions de CO2. 50% des fonds récoltés sont destinés à financer des projets réduisant les émissions de CO2 ou projets similaires (voir art 10 de la DIRECTIVE 2009/29/EC).

6.5.2.2. Recettes fiscales

La Trésorerie de l'Etat centralise les écritures comptables de toutes les administrations en vue de l'établissement du compte général de l'Etat. Ceci comprend également les écritures de recettes des administrations financières.

Actuellement la saisie des imputations sur les différents articles du Budget des recettes, outre ceux des sections de la Trésorerie de l'Etat, se fait toujours manuellement dans le système comptable de l'Etat SIFIN et est également effectuée par les fonctionnaires de la section « paiements et recouvrements » sur base des comptes mensuels livrés par les receveurs des administrations fiscales.

Dans ce contexte, la section « paiements et recouvrements » reçoit régulièrement les versements des receveurs des administrations fiscales sur les comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat et leur fournit une quittance en contrepartie. Pour l'année 2013 un nombre d'environ 445 quittances a été émis pour des versements au total de 16.460 millions EUR, dont les opérations de recettes électroniques (voir point 6.4.2.3.)

A la fin de l'exercice budgétaire, la section « paiements et recouvrements » vérifie la concordance des sommes versées avec le total des recettes établi dans les comptes mensuels des receveurs et délivre un certificat à ces derniers.

6.5.2.3. Recettes électroniques

L'adoption du système de recettes électroniques a amené les versements journaliers automatiques du solde du compte en banque de l'Administration des Douanes et Accises via 0-balancing. Ceci a produit des opérations de Cash-netting journalières à comptabiliser quotidiennement. A l'égard de la Recette Centrale de l'Administration des Douanes et Accises la Trésorerie de l'Etat a émis en 2013 des quittances mensuelles pour ces opérations pour un montant global de 1.079 millions EUR.

6.5.2.4. Rôles de restitution

Les paiements indûment effectués suite à une erreur d'attribution, un double emploi ou un décompte respectivement un re-calcul donnent en principe lieu à l'établissement d'arrêtés ministériels constituant rôles de restitution, conformément à l'article 65 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 invoquée ci-dessus qui dispose que « les rôles de restitution sont soumis au visa du contrôleur financier et recouvrés par les comptables publics chargés de la perception de ces recettes ».

En 2013 un nombre de 478 rôles de restitution ont été traités par la Trésorerie de l'Etat. Avant de présenter les rôles de restitution à la signature par le Ministre des Finances ou son délégué pour être rendus exécutoires, la Trésorerie de l'Etat a vérifié si éventuellement un reversement au Trésor a eu lieu après l'émission de l'arrêté, pour établir le montant définitif à recouvrer par l'Administration des Contributions directes dont les comptables publics sont chargés par le Ministre des Finances de la perception.

Une copie du rôle de restitution signé est adressée à la Direction du Contrôle financier pour information et une copie est archivée à la Trésorerie de l'Etat.

6.5.2.5. Rémunérations indûment touchées

Le paiement par avance des rémunérations de l'Etat donne souvent lieu à des recalculs par l'Administration du Personnel de l'Etat pour adapter la situation du salaire aux changements dans la carrière de l'agent. Dans le cas d'un arrêt ou d'une interruption, d'un changement de statut ou d'administration, lors du départ en retraite et en dernier lieu suite au décès d'un bénéficiaire, il arrive que des rémunérations soient payées indûment pendant un temps consécutif à l'événement. Elles doivent alors être remboursées à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat gère dans le système comptable SAP les dettes pendantes pour rémunérations indûment touchées et comptabilise les retenues et les remboursements. Les retenues sont possibles et exécutées automatiquement lorsque des rémunérations étatiques sont à nouveau payées. Les remboursements volontaires sont immédiatement pris en compte pour régulariser la situation et introduits au plus vite dans le module de calcul des rémunérations HR afin d'être pris en considération pour le calcul de rémunérations futures en cas de reprise de fonction par exemple. A la fin de l'année 2013 subsistent 279 cas de rémunérations non encore régularisées.

La Trésorerie de l'Etat informe l'Administration du Personnel de l'Etat, par un relevé actualisé chaque mois après le paiement des rémunérations, sur la situation des rémunérations indûment touchées non encore régularisées pour lui permettre d'entamer les mesures qui s'imposent pour les récupérer.

6.6. Section « gestion financière »

A côté de la gestion journalière des avoirs et engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens de tiers dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat, la section « gestion financière » a également pour mission d'établir, à partir du compte général et des données disponibles à la trésorerie, le bilan financier de l'Etat au 31 décembre, prescrit par l'article 15 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Le compte général de l'Etat, issu de la comptabilité budgétaire de l'Etat, est établi à la clôture de chaque exercice budgétaire par la Trésorerie de l'Etat et approuvé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions avant d'être soumis à la Chambre des Députés et à la Cour des comptes. Il informe officiellement sur les ressources financières de l'Etat. Le compte général fournit en effet au public non seulement les indications détaillées sur les recettes et dépenses opérées au cours de l'exercice en question ; il arrête aussi les ressources financières de l'Etat restant disponibles à la clôture de cet exercice sous forme de réserves dans les différents fonds spéciaux et de réserve budgétaire proprement dite. Or comme la clôture d'un exercice budgétaire ne se fait pas au 31 décembre de l'année de référence mais au 30 avril de l'année subséquente, date à laquelle le nouvel exercice court déjà depuis quatre mois, les réserves arrêtées dans le compte général ne peuvent pas être mises en regard des avoirs financiers de l'Etat disponibles au 30 avril, ceci en raison des opérations déjà faites à charge du nouvel exercice budgétaire en cours.

La comptabilité générale de l'Etat, qui retrace selon la méthode de la partie double l'intégralité des opérations financières de l'Etat, remédie à cette situation et établit la relation entre les avoirs (actifs financiers) disponibles sur les différents comptes bancaires de l'Etat et les réserves (passifs financiers) arrêtées dans le dernier compte général tout en tenant compte des opérations de l'exercice en cours.

La comptabilité générale de l'Etat permet donc à la Trésorerie d'établir à tout moment une situation financière de l'Etat sous forme d'un bilan financier, qui met en regard les actifs financiers disponibles à ce moment et les passifs financiers tels qu'ils résultent de la comptabilité budgétaire. Le bilan tient également compte d'actifs et de passifs non renseignés dans le compte général.

Le présent bilan financier retrace, par rapport au compte général du dernier exercice budgétaire clôturé (2012), la situation financière de l'Etat au 31.12.2013 en tenant compte de tous les actifs et passifs financiers recensés par la Trésorerie de l'Etat.

Ce bilan financier de l'Etat au 31.12.2013 se présente comme suit :

BILAN FINANCIER DE L'ETAT ETABLI SUR BASE DU COMPTE GENERAL 2012 ET SUR BASE DES ACTIFS ET PASSIFS RECENSES PAR LA TRESORERIE DE L'ETAT
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2013

(en EUR)

ACTIFS FINANCIERS

A. ACTIF CIRCULANT		2 425 840 284,72	Variation par rapport au 31.12.2012
1. Actif circulant liquide, disponible pour la gestion de trésorerie journalière		1 277 245 006,07 52,7%	90 503 485,42
1.1. Trésorerie de l'Etat	1 277 245 006,07		
1.1.1. Compte courant BCEE	25 265 549,72		
1.1.2. Compte courant BCEE (port.oblig.)	6 738,71		
1.1.3. Compte courant BCLX	488 412,00		
1.1.4. Dépôts bancaires à terme adjudgés	1 152 123 813,40		
1.1.5. Dépôts bancaires à terme non adjudgés	0,00		
1.1.6. Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat	-24 458 460,34		
1.1.7. Portefeuille obligataire BCEE (valeur de marché)	obligations (valeur nominale) 120 000 000,00 plus-value actuelle (non réalisée) 3 818 954,58		
2. Actif circulant non liquide, indisponible pour la gestion de trésorerie journalière	1 148 595 278,65 47,3%		25 775 229,73
2.1. Trésorerie de l'Etat	1 145 356 051,11		
2.1.1. BCLX compte spécial circ. monétaire	248 753 723,34		
2.1.2. Placements hors-marché	896 218 046,73		
2.1.3. Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires	Bons de caisse 8 289,47 Lettres de garantie 375 991,57	384 281,04	
2.2. Administrations fiscales	914 391,86		
2.2.1. Comptes courants BCEE	914 391,86		
2.3. Comptables extraordinaires	885 364,12		
2.3.1. Comptes courants BCEE	885 364,12		
2.4. Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	1 439 471,56		
2.4.1. Comptes courants BCEE	1 439 471,56		
B. ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE		4 507 947 706,02	339 007 011,41
1.1. Participations de l'Etat	4 502 911 037,66		339 089 488,86
1.1.1. Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)	2 012 130 655,94		
1.1.2. Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)	432 050 021,66		
1.1.3. Etablissements publics (valeur nominale)	1 757 200 853,45		
1.1.4. Institutions financières internationales (valeur nominale)	301 529 506,63		
correction FMI (cf. Actif A.2.1.2. dépôt BCLX)	337 139 163,57		
dont versé en espèces	-40 000 000,00		
dont versé en bons du Trésor (cf. 2.2.2.1. passif)	4 390 343,06		
1.2. Octrois de crédits par l'Etat	5 036 668,34		-82 477,45
1.2.1. Prêts d'Etat à Etat en cours (par l'intermédiaire de la SNCI)	867 627,34		
1.2.2. Prêts d'Etat à Etat amortis mais non encore remboursés par la SNCI à l'Etat	4 048 880,00		
1.2.3. Crédit à Cruchterhombusch S.A.	120 161,00		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS		6 933 787 990,73	455 285 726,56

C. AVOIRS DE L'ETAT SUR CCP		884 147 308,57	Variation par rapport au 31.12.2012
Trésorerie de l'Etat	336 132 359,98		
Administrations fiscales	452 068 642,20		
Comptables extraordinaires	22 123 356,97		
Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	73 823 955,42		

PASSIFS FINANCIERS

A. PASSIF CIRCULANT		2 425 840 284,72	Variation par rapport au 31.12.2012
1. FONDS PROPRES DE L'ETAT (= RESERVES PRIMAIRES DE L'ETAT)		-3 492 049 512,54	-996 177 569,02
Reserves arrêtees et retraçables au compte général			
1.1. Fonds spéciaux de l'Etat	1 398 374 675,21		-566 748 057,36
1.1.1. Avoir des Fonds spéciaux de l'Etat svit compte général 2012	1 705 245 059,48		
1.1.2. Solde des opérations sur exercices en cours	-306 870 384,27		
1.2. Solde opérationnel (=réserve budgétaire actuelle)	79 776 706,55		605 896 332,78
1.2.1. Réserve budgétaire svit compte général 2012 (= solde cumulé des exercices clos)	-889 277 372,71		
1.2.2. Solde des opérations sur exercices en cours	965 485 124,68		
1.2.3. Plus-value sur portefeuille obligataire (non réalisée)	3 818 954,58		
1.2.4. Ordonnances provisoires émises et non encore régularisées	-250 000,00		
Reserves non arrêtees et non retraçables au compte général			
1.3. Réserves disponibles des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	75 263 426,98		15 910 469,58
1.4. Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat (= 2.2.)	-5 045 464 321,28		-1 051 236 314,02
1.4.1. Bons du Trésor (Promissory Notes) provisionnés (= Avoir partiel du Fonds de la dette publique)	-3 115 338,80		
1.4.2. Dette publique et Bons du Trésor non encore provisionnés	-5 042 348 982,48		
2. FONDS DE TIERS (= Fonds déposés + Fonds empruntés)		5 917 889 797,28	1 112 456 284,17
2.1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat	872 425 475,98		61 219 970,15
Dépôts avec comptabilisation budgétaire et retraçables au compte général			
2.1.1. Fonds des communes disponibles au Fonds communal de péréquation conjoncturelle (Fcpc)	52 062 815,75	52 123 813,40	60 997,65
2.1.2. Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales (Fdc)	60 997,65	1 567 012,03	-625 801,10
2.1.3. Fonds de tiers consignés auprès de l'Adm. de l'Enregistrement et des Domaines	2 372 969,91		
2.1.4. Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre	-805 957,88	8 920 186,16	-348 719,74
2.1.5. Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor	250 899 392,53		
2.1.5.1. Avoir du Fonds de couv. des signes monét. émis par le Trésor svit compte général 2012	244 365 657,41		
2.1.5.2. Solde des opérations sur exercices en cours	236 565 589,16	12 188 134,18	
2.1.5.3. Signes libellés en BEF	7 800 088,25		
2.1.5.4. Signes libellés en EUR	0,00		
2.1.5.5. Signes libellés en BEF	0,00		
2.1.5.6. Signes libellés en EUR	12 188 134,18		
Dépôts sans comptabilisation budgétaire et non retraçables au compte général			
2.1.6. Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat - Caisse de consignation	261 990 788,26	262 053 032,77	12 998 607,98
2.1.6.1. Intérêts créditeurs à verser à la Caisse de consignation	62 244,51		
2.1.7. Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KAUPHINGHAVILLAND	26 166 716,40		-262 571,63
2.1.8. Retour temporaire d'ordonnances de paiement	345 462,03		-98 682,72
2.1.9. Saisies, cessions et sommations en suspens	290 297,10		-208 749,29
2.1.10. Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains (cf. point 2.1.3. de l'actif circulant)	375 000,00		0,00
2.1.11. Cautionnements des conservateurs des hypothèques (cf. point 2.1.3. de l'actif circulant)	9 281,04		0,00
2.2. Titres de dette émis par l'Etat	5 045 464 321,28		1 051 236 314,02
2.2.1. Bons du Trésor (Promissory Notes)	63 464 321,28		1 236 314,02
ADF-African Development Fund	0,00		
ADB-Asian Development Bank	4 231 804,04		
ADP-Asian Development Fund	9 556 739,00		
GEF-Global Environment Facility	1 965 800,00		
IDA-International Development Association	47 613 334,00		
MGA-Multilateral Investment Guarantee Agency	96 644,24		
2.2.2. Dette publique	4 982 000 000,00		1 050 000 000,00
Emprunts obligataires	4 050 000 000,00		
Prêts bancaires à moyen et long terme	932 000 000,00		
Prêts bancaires à court terme	0,00		
B. PASSIF IMMOBILISE		4 507 947 706,02	339 007 011,41
1. FONDS PROPRES DE L'ETAT (= RESERVES SECONDAIRES DE L'ETAT, acquises par dépense budgétaire)		2 207 947 706,02	339 007 011,41
2. FONDS DE TIERS (= Fonds empruntés en vue du financement des participations dans le cadre de la crise économique et financière)		2 300 000 000,00	0,00
2.1. Emprunts obligataires	2 000 000 000,00		
2.2. Prêts bancaires	300 000 000,00		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		6 933 787 990,73	455 285 726,56

C. CREANCE DE L'ENTREPRISE DES P&T SUR L'ETAT (= montants déposés via BCEE)		884 147 308,57	Variation par rapport au 31.12.2012
1.1. Avoir du Fonds de couverture des avoirs sur CCP svit compte général 2012	778 698 769,87		
1.2. Solde des opérations sur exercice en cours	105 447 538,70		
Montant net restant à déposer par l'EPT auprès de l'Etat (cf. point 1.1.6. de l'actif circulant)	129 905 999,04		
	-24 458 460,34		

6.6.1. PASSIFS FINANCIERS

A. PASSIF CIRCULANT

1.FONDS PROPRES DE L'ETAT (Réserves primaires de l'Etat)

L'Etat dispose de réserves financières qui ont été constituées en exécution des budgets du passé et du budget en cours. Ces réserves résultent de deux types d'opérations :

- de dépenses à charge du budget et au profit des différents fonds spéciaux de l'Etat ;
- de l'accumulation depuis 1944 des soldes finaux des exercices budgétaires clôturés ;

1.1. Fonds spéciaux de l'Etat

Cette position reprend d'un côté l'avoir comptable des Fonds spéciaux de l'Etat à la fin de l'exercice 2012 ainsi qu'en deuxième position, la variation cumulée des opérations sur ces mêmes Fonds spéciaux au titre de l'exercice budgétaire en cours, telles qu'elles sont renseignées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat.

1.2. Solde opérationnel (Réserve budgétaire actuelle)

La réserve budgétaire constitue le solde comptable cumulé de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre (le cas échéant après affectation des plus-values sur fonds spéciaux). Cette position est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. Pour aboutir à une vue globale de la situation financière nette de l'Etat, la réserve budgétaire ainsi arrêtée doit être regardée ensemble avec le total des montants disponibles au titre des fonds spéciaux ainsi qu'avec la situation de la dette de l'Etat. A la clôture de l'exercice 2012, la réserve budgétaire passe à -889,3 millions EUR.

En cours d'exercice, la réserve budgétaire doit être mise en regard du résultat de l'exercice budgétaire en cours. Ce résultat fluctue de jour en jour au fil des opérations budgétaires. Pour bien souligner que la plus-value sur le portefeuille obligataire (cf. point 1.1.7 de l'actif circulant) constitue une recette potentielle non encore réalisée, qui ne devrait donc figurer dans une comptabilité de caisse qu'est la comptabilité budgétaire, ce montant trouve ici une inscription à part.

Encore faut-il prendre en compte les ordonnances provisoires non encore régularisées, qui auront un impact futur sur la réserve budgétaire.

1.3. Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat

Comme les recettes d'emprunt ont jadis contribué à constituer les avoirs des fonds spéciaux ainsi que la réserve budgétaire et par là les réserves primaires de l'Etat, son encours doit être pris en compte pour le calcul des fonds propres de l'Etat. A cet effet, il convient d'isoler l'avoir du Fonds de la dette publique, à la fois pour éviter un double emploi comptable et pour faire ressortir le montant de la dette non encore provisionnée. Il est entendu que l'avoir du Fonds de la dette publique visé ici se limite à l'avoir réservé à l'amortissement de la dette publique et des bons du Trésor et exclut donc l'avoir destiné aux paiements d'intérêts.

2. FONDS DE TIERS (Fonds déposés + fonds empruntés)

2.1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat

La Trésorerie de l'Etat est chargée de la gestion des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat. Ces fonds et biens sont gérés et placés ensemble avec les avoirs de l'Etat.

Dépôts avec comptabilisation budgétaire (retraçables au compte général)

2.1.1. Fonds des communes disponibles au Fonds communal de péréquation conjoncturelle

Ce fonds qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, recueille de l'argent appartenant aux communes.

2.1.2. Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales

Les avoirs de ce fonds qui n'est pas non plus un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, appartiennent également aux communes.

2.1.3. Fonds de tiers consignés auprès de l'AED

Les consignations déposées avant le 1^{er} janvier 2000 auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont été portées en recette sur le Fonds des consignations judiciaires, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds spécial d'argent de tiers ; leur remboursement se fait au moyen d'ordonnances de paiement à charge de ce fonds.

2.1.4. Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre

Cette position correspond au solde comptable cumulé du budget pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre. Elle est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. En cours d'exercice, elle doit être mise en regard du résultat du budget pour ordre de l'exercice en cours, qui fluctue de jour en jour au gré des opérations budgétaires pour ordre.

En ce qui concerne le solde actuel du budget pour ordre de l'exercice en cours, il convient de faire les remarques suivantes : Vu que le budget pour ordre comporte de nombreux articles dont les opérations ne sont que partiellement pour ordre de tiers et pour la majeure partie pour ordre de l'Etat même et comme le partage se fait d'après des clés de répartition et décomptes périodiques, la Trésorerie de l'Etat n'est pas en mesure de déterminer à l'eurocent près quelle part du solde revient au budget courant de l'Etat et quelle part reste à ordonnancer au profit de tiers. Pour donner une situation aussi réaliste que possible du résultat actuel du budget propre de l'Etat, une estimation aussi précise que possible du solde actuel du budget pour ordre a été faite sur base de tous les éléments connus par la Trésorerie de l'Etat.

2.1.5. Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor

La mise en circulation de signes monétaires (pièces métalliques seulement) donne lieu à un crédit sur le compte de la Trésorerie auprès de la Banque centrale du Luxembourg. Ce crédit n'est cependant pas porté en recette au budget, les montants ainsi crédités étant comptabilisés sur le fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor. Le retrait de signes monétaires de la circulation implique par conséquent une ordonnance de paiement à charge du même fonds. L'avoir de ce fonds correspond donc à tout moment aux signes monétaires en circulation. Ce n'est que lors de la démonétisation définitive d'un type de signe monétaire que le volume non retourné peut être porté en recette au budget.

Le montant des signes monétaires émis par le Trésor sous forme de pièces de monnaie métallique connaît une forte croissance depuis le remplacement de la circulation de pièces en francs belges et luxembourgeois par des pièces en euros. Au 31 décembre 2013, des pièces en euros d'une contre-valeur de 248,8 millions EUR se trouvent en circulation, ce qui correspond à une mise en circulation en 2013 de 12,2 millions EUR.

Le fonds de couverture comporte aussi une réserve destinée au remboursement de la part luxembourgeoise des billets belges en francs qui continuent à être retournés de la circulation. Ce remboursement se fait sur base des décomptes soumis annuellement par le Ministère des Finances belge.

Dépôts sans comptabilisation budgétaire (non retraçables au compte général)

2.1.6. Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat – Caisse de consignation

Les consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat agissant en sa qualité de Caisse de consignation ne sont pas portées en recette sur un fonds d'argent de tiers. En vertu de la loi, la Caisse de consignation tient en effet une comptabilité distincte de celle de l'Etat. Toutefois le CCP de la Caisse de consignation fait partie des CCP identifiés comme comptes de l'Etat auprès de l'Entreprise des P & T, de sorte que les avoirs sur ce CCP sont déposés par l'EPT auprès de l'Etat, mais doivent en contrepartie figurer comme passifs à l'égard des ayants-droit des consignations.

2.1.7. Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KAUPTHING/HAVILLAND

Dans le cadre de la reprise des activités de KAUPTHING Luxembourg par la banque HAVILLAND, l'Etat luxembourgeois a fait un dépôt de 320 millions EUR auprès de HAVILLAND. (cf. Actif circulant / point 2.1.2.) Sur les 320 millions EUR placés, 160 millions EUR sont en provenance de l'Etat belge dans le cadre d'un prêt de l'Etat belge à l'Etat luxembourgeois. Après plusieurs remboursements au cours des années 2009 à 2013, l'encours du dépôt de l'Etat belge s'élève au 31 décembre 2013 à 26,2 millions EUR.

2.1.8. Retour temporaire d'ordonnances de paiement

Il s'agit de montants ordonnancés et retournés à la Trésorerie de l'Etat en raison d'erreurs dans les coordonnées bancaires des ayants-droit. Ces montants seront virés aux ayants-droit après rectification de leurs coordonnées bancaires.

2.1.9. Saisies, cessions et sommations en suspens

Il s'agit ici de sommes retenues par la Trésorerie de l'Etat en exécution de saisies, cessions et sommations non encore versées aux ayants-droit pour diverses raisons. Ces montants correspondent donc à des dépôts de tiers.

2.1.10. Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains

Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains est tenu de faire auprès de la Trésorerie.

2.1.11. Cautionnements des conservateurs des hypothèques

Ce montant reprend les cautionnements opérés par les conservateurs des hypothèques au sein de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

2.2. Titres de dette émis par l'Etat

2.2.1. Bons du Trésor (Promissory Notes)

Les bons du Trésor émis par l'Etat ne constituent pas un instrument monétaire de financement à court terme. Ils ne correspondent pas à des fonds récoltés par l'Etat et remboursables et ne donnent par conséquent pas lieu à une recette budgétaire. L'émission de bons du Trésor n'est effectuée qu'au profit d'institutions financières internationales (ADB, ADF, GEF, IDA et MIGA) et représente des promesses de paiement (promissory notes) vis-à-vis de ces institutions. Ces bons ne portent pas intérêts et leur paiement, au fur et à mesure qu'il devient exigible, se fait à charge du Fonds de la dette publique, alimenté par le budget de l'Etat.

Au courant de l'année 2013 les émissions et amortissements suivants ont eu lieu:

Emissions :

IDA : 16.316.667,00 EUR

ADB : 1.054.347,02 EUR

GEF : 1.110.000,00 EUR

Amortissements :

IDA : 15.100.000,00 EUR

ADF : 1.128.000,00 EUR

GEF : 1.016.700,00 EUR

L'encours des bons du Trésor au 31 décembre 2013 se chiffre à 63,5 millions EUR.

2.2.2. Dette publique

Ce poste représente la dette publique à moyen et long terme proprement dite de l'Etat central.

La Trésorerie de l'Etat a été particulièrement active dans ce domaine au cours de l'année 2013.

a) Sous date valeur 19 mars 2013 l'Etat a émis un nouvel emprunt obligataire sur 15 ans qui a été conduit par un syndicat bancaire composé de BCEE, BIL, SOCIETE GENERALE et BGL BNP PARIBAS. Les principales caractéristiques de cette émission en sont les suivantes:

Montant nominal émis: 750.000.000 EUR

Taux nominal: 2,25 % (coupon annuel)

Échéance finale: 19 mars 2028

Prix d'émission: 99,560%

b) Sous date valeur 10 juillet 2013 l'Etat a continué son programme d'émission en émettant un nouvel emprunt obligataire sur 10 ans. Cette émission a été confiée à un syndicat bancaire composé de BCEE, BIL, BGL BNP PARIBAS, DEUTSCHE BANK et HSBC. Les principales caractéristiques de se résument comme suit:

Montant nominal émis: 2.000.000.000 EUR
Taux nominal: 2,125 % (coupon annuel)
Échéance finale: 10 juillet 2023
Prix d'émission: 99,644%

c) Finalement, un placement privé a été réalisé sous date valeur 20 août 2013 avec comme chef de file la DEUTSCHE BANK. Cet emprunt porte sur une durée de 30 ans et affiche les caractéristiques suivantes :

Montant nominal émis: 300.000.000 EUR
Taux nominal: 2,75 % (coupon annuel)
Échéance finale: 20 août 2043
Prix d'émission: 98,994%

d) Du côté des amortissements l'emprunt grand-ducal LGB 3,75% 2008-2013 est venu à échéance finale pour un montant de 2.000 millions EUR en date du 4 décembre 2013.

En résumé, la Trésorerie a réalisé des émissions pour un total de 3.050 millions EUR et un amortissement de 2.000 millions EUR au courant de l'année 2013, la dette publique de l'Etat central a donc augmenté de 1.050 millions EUR. Ainsi, l'encours total de la dette publique à moyen et long terme se chiffre au 31 décembre 2013 à 7.282 millions EUR.

Remarque : A partir de 2009, la présentation du bilan financier a été modifiée en ce sens que les emprunts émis en octobre et décembre 2008 (celui de décembre 2008 étant entretemps remboursé, respectivement refinancé) en vue du financement de la prise de participation de l'Etat dans BGL BNP PARIBAS S.A. ne figurent désormais plus sous cette rubrique mais ont été transférés à la rubrique B. Passif immobilisé sous-rubrique 2. Fonds de tiers, ceci pour bien souligner l'emploi qu'a été fait de cet argent emprunté qui n'a ni servi à alimenter les Fonds spéciaux ni à financer le déficit budgétaire de 2008.

La dette publique à moyen et long terme du Gouvernement, entièrement libellée en euros, affiche la structure par instruments suivante :

Prêts bancaires (BCEE) : 16,92 %

Emprunts obligataires : 83,08 %

La section gestion financière a également assuré le service financier de tous les emprunts de l'Etat et a déboursé au total 218,9 millions EUR pour intérêts échus en 2013.

D'autres caractéristiques de la dette publique de l'Etat au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

- taux moyen pondéré : 2,667%

- durée de vie moyenne : 8 ans et 294 jours

- ratio dette / PIB : 15,92% (prévision du PIB pour 2013: 45,73 milliards EUR)

- dette par habitant : 14.212,86 EUR (population actuelle: 512.353 unités)

B. PASSIF IMMOBILISE

1. FONDS PROPRES DE L'ETAT (Réserves secondaires de l'Etat, acquises par dépense budgétaire)

Dans la mesure où l'Etat a acquis des actifs financiers au moyen de crédits budgétaires, donc de fonds propres, la contrepartie bilantaire de ces actifs financiers peut être considérée comme réserves secondaires de l'Etat. En effet, les ordonnances de paiement émises à charge des différents exercices budgétaires pour financer l'acquisition de ces actifs ont influencé de façon négative le résultat comptable de ces exercices. La réserve budgétaire aurait donc été d'autant plus élevée si ces actifs n'avaient pas été payés par le budget. Par opposition aux réserves primaires, figurant au passif circulant, les réserves secondaires ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

2. FONDS DE TIERS (Fonds empruntés en vue du financement des participations dans le cadre de la crise économique et financière)

Voir remarque sous point 2.2.2. du passif circulant.

C. CREANCE DE L'ENTREPRISE DES P&T SUR L'ETAT

En vertu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Tout montant ainsi versé est porté en recette sur le Fonds de couverture des avoirs sur CCP. En contrepartie de son dépôt non rémunéré auprès du Trésor, l'EPT inscrit donc à l'actif de son bilan une créance sur l'Etat, qui varie en fonction de la variation journalière des avoirs de l'Etat sur ses CCP.

Les avoirs de l'Etat sont donc en principe exactement contrebalancés par les avoirs du Fonds de couverture des avoirs sur CCP qui à leur tour sont destinés à rembourser la dette envers l'EPT. Or comme les variations journalières des CCP de l'Etat ne sont versées par l'EPT au Trésor qu'avec trois jours de valeur de retard (suivant convention du 23.02.2001 entre l'Etat et l'EPT), il y a un léger décalage entre les avoirs sur CCP d'un côté et l'avoir du Fonds de couverture et par là, la dette envers l'EPT de l'autre côté. Pour combler cette différence, le montant net non encore versé est mis en évidence et est contrebalancé au niveau des actifs circulants (point 1.1.6.)

Le solde de ce fonds, qui au compte général n'est pas identifié comme fonds spécial de l'Etat mais comme Fonds de tiers, n'est évidemment pas repris au point 1.1. des passifs financiers pour éviter un double emploi.

Remarque: A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous A. et B.

6.6.2.ACTIFS FINANCIERS

A. ACTIF CIRCULANT

Le bilan financier se présente de manière à ce que l'actif circulant est scindé en deux catégories, à savoir les actifs liquides, disponibles pour la gestion de trésorerie journalière et les actifs non liquides, indisponibles à court et moyen terme pour la gestion de trésorerie journalière.

1. ACTIF CIRCULANT LIQUIDE, DISPONIBLE POUR LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

D'après la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la Trésorerie de l'Etat est le seul comptable public mandaté à centraliser toutes les recettes de l'Etat et à qui incombe, compte tenu des opérations de paiement de dépenses budgétaires, de faire une gestion de trésorerie journalière. Cette fonction est assurée par la section gestion financière à la Trésorerie de l'Etat dans le respect des décisions prises en la matière par le Gouvernement en Conseil et des directives du Directeur du Trésor.

Cette position reprend les avoirs sur comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat qui sont disponibles à court terme pour répondre au paiement des dépenses imminentes de l'Etat.

1.1 Compte courant BCEE : Ce compte constitue le compte pivot où toutes les opérations de centralisation des recettes et dépenses ont lieu.

1.2. Compte courant BCEE (portefeuille obligataire) : Ce compte courant est utilisé pour les transactions nécessaires dans le cadre de la gestion du portefeuille obligataire que l'Etat détient auprès de la BCEE.

1.3. Compte courant BCLX : Ce compte est très peu utilisé et l'encaisse y détenue est par conséquent très basse.

1.4. Dépôts bancaires à terme adjugés: une somme de 1.152,1 millions EUR est placée à terme.

1.5. Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat: Figure sous cette position le montant net restant à verser par l'EPT à l'Etat dans le cadre des CCP de l'Etat. Il s'agit donc d'une créance que l'Etat a sur l'EPT et qui est réalisée endéans trois jours de valeur.

1.6. Portefeuille obligataire BCEE (valeur de marché): La valeur nominale du portefeuille obligataire BCEE au 31 décembre 2013 se chiffre à 120,0 millions EUR. En y ajoutant la plus-value actuelle de 3,8 millions EUR, la valeur de marché du portefeuille obligataire au 31 décembre 2013 se chiffre à 123,8 millions EUR. Pour bien souligner qu'il s'agit ici d'un actif non-réalisé qui ne devrait figurer dans une comptabilité de caisse qu'est la comptabilité budgétaire, ce montant trouve au passif sous le point 1.2. Solde opérationnel une inscription à part.

L'actif circulant liquide au 31 décembre 2013 se chiffre à 1.277,3 millions EUR, ce qui correspond à 52,7 % du total de l'actif circulant.

2. ACTIF CIRCULANT NON LIQUIDE, INDISPONIBLE A LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

2.1. Trésorerie de l'Etat

2.1.1. BCLX compte spécial circulation monétaire

Sur ce compte de la Trésorerie auprès de la BCL sont comptabilisées les opérations de mise en circulation, respectivement de retrait de la circulation des pièces en euros émises par le Trésor luxembourgeois. L'avoir de ce compte représente donc à tout moment la contrevaletur de la circulation monétaire des pièces en euros. Une convention entre l'Etat et la BCL fixe la rémunération sur ce compte à la moitié du taux de la facilité de dépôt fixé par la Banque Centrale Européenne. Ce dernier taux est fixé actuellement à 0,00%. Par cette même convention, l'Etat s'est engagé de ne pas toucher à l'avoir sur ce compte, d'où son indisponibilité pour la gestion de trésorerie journalière.

2.1.2. Placements hors marché

Un montant total de 896,2 millions EUR est placé par la Trésorerie de l'Etat à des conditions hors marché.

2.1.3. Actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires

Cette rubrique reprend les différents actifs que la Trésorerie de l'Etat a reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf est tenu de faire auprès de la Trésorerie ainsi que des cautionnements à faire par les conservateurs des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces actifs sont évidemment exactement contrebalancés par les créances que ces tiers ont sur l'Etat en raison de ces dépôts et inscrites au passif circulant aux rubriques 2.1.10 respectivement 2.1.11.

Remarque : A partir de décembre 2010 les actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires sont enlevés de la rubrique B. de l'actif immobilisé du bilan pour être transférés vers la rubrique A. de l'actif circulant. Ainsi on arrive à isoler sous la rubrique B. les actifs immobilisés exclusivement acquis par dépense budgétaire.

2.2. à 2.4. Comptes courants BCEE des administrations fiscales, des comptables publics extraordinaires et des services de l'Etat à gestion séparée

Comme ces encaisses sont détenus en vue de remboursements d'impôts respectivement le paiement direct de dépenses, elles ne sont pas disponibles non plus pour la gestion de trésorerie journalière au niveau de la Trésorerie de l'Etat.

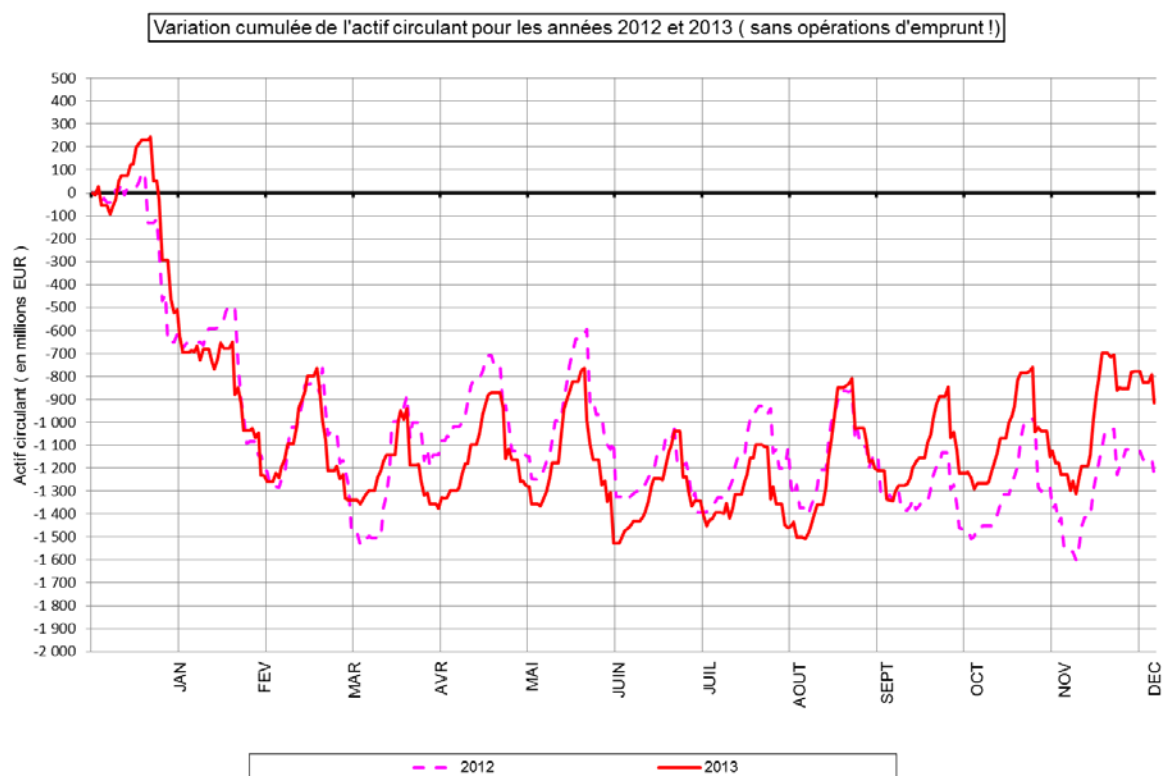
L'actif circulant non liquide au 31 décembre 2013 se chiffre à 1.148,6 millions EUR, ce qui correspond à 47,3 % du total de l'actif circulant.

Par rapport au 31 décembre 2012, l'actif circulant de l'Etat a augmenté de 116,3 millions EUR. Du côté du passif circulant, les fonds de tiers ont augmenté de 1.112,5 millions EUR et les fonds propres de l'Etat ont diminué de 996,2 millions EUR par rapport à fin 2012.

Le graphique I représente l'évolution quotidienne de la variation cumulée de l'actif circulant de 2012 et 2013. Pour améliorer la comparabilité entre les deux exercices, il a été fait abstraction des opérations d'emprunt réalisées en 2012 et 2013. C'est ainsi que l'on peut constater que les deux années évoluent de manière fortement identique jusqu'au début du mois de septembre. A partir de ce moment, l'année 2013 prend une certaine avance sur l'année 2012 et clôture l'exercice avec une consommation nette de liquidités de 915 millions EUR, ce qui constitue une avance de 317 millions EUR sur l'année 2012.

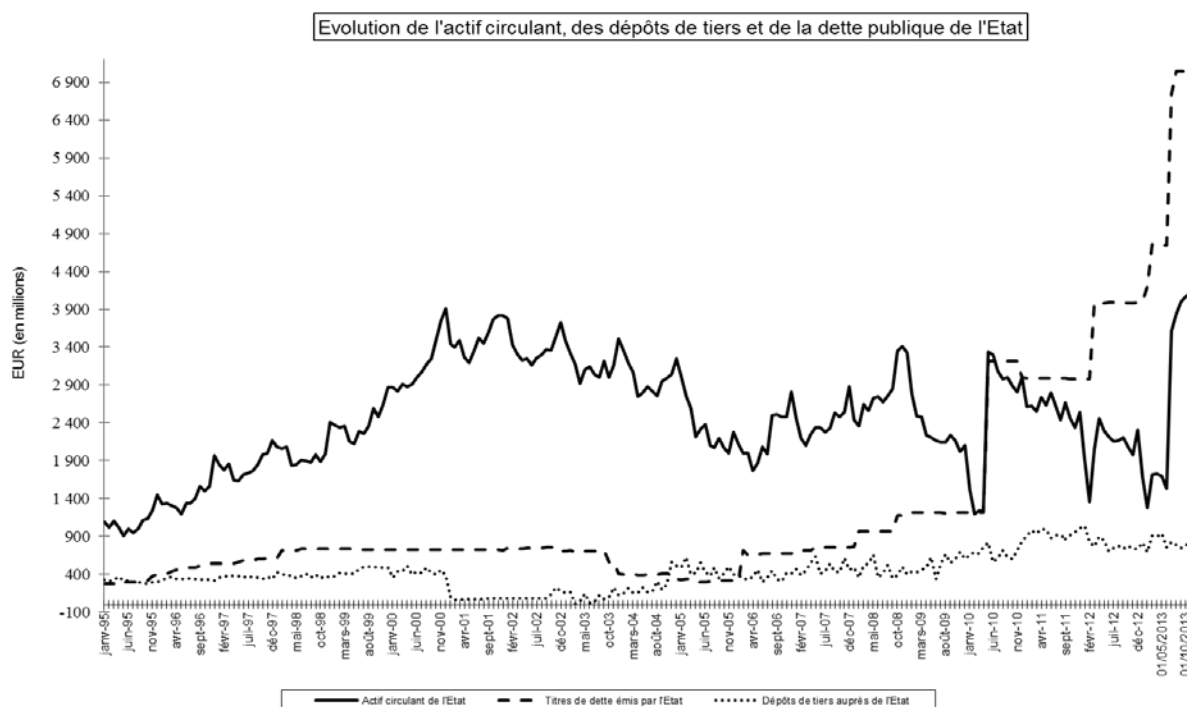
Ce même graphique montre également que l'année financière de l'État présente des caractéristiques régulières et se déroule selon un rythme semblable. En effet, les premiers mois de l'année (janvier à mai), sont caractérisés par une forte diminution de l'actif circulant. La raison en est la période de double exercice budgétaire, où des paiements à charge de deux budgets sont possibles. La variation cumulée des actifs financiers au 31 décembre n'est toutefois pas à confondre avec le résultat budgétaire de la même année. Elle ne permet pas non plus de tirer des conclusions fiables quant au résultat comptable final de cet exercice budgétaire. En effet, le solde cumulé est un chiffre de trésorerie connu au cent près le lendemain du 31 décembre tandis que le solde budgétaire est un chiffre comptable qui se rapporte à une période comptable de 16 mois.

Graphique I



Le graphique II représente, pour la période de 1995 à 2013 l'évolution du total de l'actif circulant de l'Etat, du stock de la dette publique et des dépôts de tiers. Ce graphique explique d'un côté la corrélation entre ces divers paramètres et d'un autre côté met en évidence que les liquidités disponibles n'appartiennent dorénavant plus à l'État.

Graphique II



Il en ressort, de 1995 jusqu'à la fin de l'année 1997, une tendance certes relativement prononcée à l'augmentation des avoirs bancaires de la Trésorerie, mais assez parallèle à la hausse de la dette publique. Après la reprise de la dette de la SNCFL par l'État en février 1998, le stock de la dette a amorcé une baisse lente et systématique par suite de l'arrêt de nouvelles émissions et du remboursement de toutes les sommes pouvant être mises à échéance, de sorte que la relation de cause à effet entre l'augmentation des avoirs et celle de la dette n'a plus existé.

Depuis 1997 et grâce à la conjoncture, les actifs financiers ont augmenté substantiellement d'année en année et ont atteint leur plus haut niveau absolu au 31.12.2000. Après une baisse régulière au cours des années 2001 à 2005, la courbe des actifs financiers tourne à nouveau vers la hausse de 2006 à fin 2008 pour enregistrer une baisse solide en 2009 suite à la crise financière et économique. En mai 2010, en mars 2012 et au courant de l'année 2013, le volume de l'actif circulant a chaque fois fortement augmenté suite à la rentrée des fonds des emprunts respectifs pour un total net de 4.050 millions EUR. Depuis mai 2010 les fonds empruntés et les dépôts de tiers dépassent l'actif circulant.

B. ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE

Cette position reprend tous les actifs financiers qui à travers les différents exercices budgétaires, y compris l'exercice courant, ont été acquis et payés au moyen d'une ordonnance à charge d'un article de dépense du budget afférent. Le montant inscrit à cette position de l'actif correspond à la valeur de marché pour autant que celle-ci est disponible, sinon pour la valeur nominale. Au passif, ces actifs financiers sont donc logiquement identifiés comme fonds propres de l'Etat. On peut les qualifier de réserves « secondaires » de l'Etat, par opposition aux réserves primaires figurant au passif circulant, parce que ces réserves ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

Remarque : A partir de décembre 2010 les actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires sont enlevés de cette rubrique du bilan pour être transférés vers la rubrique de l'actif circulant. Ainsi on arrive à isoler sous cette rubrique les actifs immobilisés exclusivement acquis par dépense budgétaire.

1. PARTICIPATIONS DE L'ETAT

Cette position comprend les participations de l'Etat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations. Les tableaux VII et VIIbis recensent les participations actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat et les répartit en trois catégories :

1.1. Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)

Cette catégorie reprend les sociétés dont les actions sont cotées en bourse. Leur valeur de marché actuelle est calculée en appliquant la cote officielle de la Bourse de Luxembourg.

1.2. Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)

Sous ce point figurent les prises de participation dans des sociétés dont les actions ne sont pas cotées en bourse.

1.3. Etablissements publics (valeur nominale)

Cette catégorie regroupe les participations de l'Etat dans des établissements publics autres que du domaine de la sécurité sociale.

1.4. Institutions financières internationales (valeur nominale)

Ici sont reprises les prises de capital de l'Etat luxembourgeois dans les différentes institutions financières internationales.

La valeur totale du portefeuille des participations de l'Etat peut être évaluée au 31 décembre 2013 à quelques 4,5 milliards EUR. Il est évident que partie de cette valeur correspond à une valeur nominale et non à la valeur de marché réelle.

2. OCTROIS DE CREDITS PAR L'ETAT

En dehors de l'acquisition de participations, l'Etat a procédé par la voie de dépenses budgétaires à des affectations de fonds remboursables auprès de la SNCI (pour les prêts d'Etat à Etat) et de la S.A. Cruchterhombusch.

TRESORERIE DE L'ETAT
Section gestion financière
I. Participations directes de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé (en EUR)
Situation au 31/12/2013 (données à jour suivant publications au Mémorial C)

Dénomination	Ministère de tutelle		capital social	nombre d'actions émises	valeur nom./compt. d'une action	nbre. d'actions appart. à l'Etat	taux de participation	valeur nom./compt. de la participation	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	participation supplémentaire indirecte de	via
A. Sociétés cotées en bourse												
ARCELOR MITTAL S.A.	Economie		6 428 005 991,80	1 560 914 610	4,12	38 965 330	2,496%	160 463 213,75	12,94	504 211 370,20	?	BC/EE/SNCI
APERAM S.A.	Economie		408 831 000,00	78 049 730	5,24	1 948 226	2,496%	10 204 970,39	13,39	26 086 746,14	?	BC/EE/SNCI
BNP PARIBAS S.A.	Finances		2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	12 217 549	0,982%	24 435 098,00	56,47	689 924 992,03		
BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par conversion du dividende 2009)	Finances		2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	349 373	0,028%	698 746,00	56,47	19 729 093,31		
BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par opération blanche ds augmentation de capital de 2009)	Finances		2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	307 590	0,025%	615 180,00	56,47	17 369 607,30		
SES GLOBAL S.A. (actions B)	Etat		633 000 000,00	506 400 000	1,25	58 627 240	11,577%	73 284 050,00 1)	23,46	550 158 020,16 2)	21,459%	BC/EE/SNCI
SES GLOBAL S.A. (FDRs)	Etat		633 000 000,00	506 400 000	1,25	7 220 080	1,426%	9 025 100,00	23,46	169 383 076,80 3)	2,798%	BC/EE/SNCI
SOCIETE ELECTRIQUE DE L'OUR S.A.	Economie/Energie		31 062 500,00	250 000	124,25	100 765	40,306%	12 520 051,25	350,00	35 267 750,00		
Total A.								291 246 409,39		2 012 130 655,94		
B. Sociétés non cotées en bourse												
AGENCE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (ATTF) Luxembourg S.A.	Finances		37 000,00	37	1 000,00	19	51,351%	19 000,00	n.d.	n.d.	24,324%	BCL/CSSF/UnilLux
ALSA S.A.	Transports		500 000,00	500	1 000,00	500	100,000%	500 000,00	n.d.	n.d.		
BGL BNP PARIBAS S.A.	Finances		713 127 910,00	27 979 135	25,49	9 512 542	33,999%	242 454 214,37	n.d.	n.d.		
BIL S.A.	Finances		141 224 090,00	2 017 487	70,00	201 587	9,992%	14 111 090,00	n.d.	n.d.		
CREOS LUXEMBOURG S.A.	Economie/Energie		198 851 260,00	9 942 563	20,00	227 025	2,283%	4 540 500,00	n.d.	n.d.		
CRUCHTERHOMBUSCH S.A.	Transports		681 707,19	27 500	24,79	9 900	36,000%	245 414,59	n.d.	n.d.	12,000%	BC/EE
ENERGIEAGENCE (anc. AGENCE DE L'ENERGIE)	Economie/Energie		372 000,00	372 000	1,00	186 000	50,000%	186 000,00	n.d.	n.d.		
ENOVOS INTERNATIONAL S.A. (anc. CEGEDEL & SOTEG)	Economie/Energie		90 962 900,00	909 629	100,00	231 405	25,439%	23 140 500,00	n.d.	n.d.	10,048%	SNCI
LUX DEVELOPMENT S.A.	Aff. Etr.		250 000,00	400	625,00	393	98,250%	245 625,00	n.d.	n.d.	1,750%	SNCI
LUXAIR S.A.	Transports		13 750 000,00	110 000	125,00	42 952	39,047%	5 369 000,00	n.d.	n.d.	21,810%	BC/EE
LUXCONNECT S.A.	Etat/Communicat.		75 000 000,00	1 250	60 000,00	1 249	99,920%	74 940 000,00	n.d.	n.d.	0,020%	SNCI
LUXEMBOURG CONGRES S.A.	Economie		250 000,00	100	2 500,00	84	84,000%	210 000,00	n.d.	n.d.	4,000%	FUAPK/ONT
LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPPMENT FUND S.A. (actions classe A)	Coopération		n.d.	n.d.	25,00	91 003,626	n.d.	2 275 090,65	n.d.	n.d.		
LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPPMENT FUND S.A. (actions classe B)	Finances		n.d.	n.d.	100,00	50 165,474	n.d.	5 016 547,40	n.d.	n.d.		
LUXTRUST S.A.	Economie		5 295 973,00	5 295 973	1,00	2 394 676	45,217%	2 394 676,00	n.d.	n.d.	36,232%	SNCI/BC/EE/P&T
PAUL WURTH S.A.	Economie		13 773 600,00	19 130	720,00	2 100	10,978%	1 512 000,00	n.d.	n.d.	29,800%	SNCI/BC/EE
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A R.L.	Fin/Eco/Int/Env		100 000,00	100	1 000,00	50	50,000%	50 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A R.L. et CIE. S.E.C.S.	Fin/Eco/Int/Env		28 240 000,00	2 824	10 000,00	1 411	49,965%	14 110 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG S.A.	Finances		14 179 350,00	94 529	150,00	11 708	12,386%	1 756 200,00	n.d.	n.d.	21,500%	BC/EE
SOCIETE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.	Transports		7 577 000,00	7 577	1 000,00	7 577	100,000%	7 577 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE PROM. ET DE DEV. DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A R.L.	Transports		12 394,68	50	247,89	20	40,000%	4 957,87	n.d.	n.d.	24,000%	SNCI
SOCIETE DU PORT FLUVIAL DE MERTERT S.A.	Transports		250 000,00	2 000	125,00	1 000	50,000%	125 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE IMMOBILIERE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.	Economie/Finances		17 119 000,00	6 906	2 478,86	4 586	66,406%	11 368 047,21	n.d.	n.d.	33,594%	FUAPK
SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET D'OMOLOGATION S.A.R.L.	Transports		3 500 000,00	4 000	875,00	482	12,050%	421 750,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE NATIONALE DE CIRCULATION AUTOMOBILE S.A.R.L. (anc. SNCT S.A.R.L.)	Transports		2 500 000,00	500	5 000,00	375	75,000%	1 875 000,00	n.d.	n.d.	20,000%	BC/EE
SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHE S.A.R.L.	Logement		30 000 000,00	7 000	4 285,71	3 575	51,071%	15 321 428,57	n.d.	n.d.	11,000%	BC/EE
S.O.L.E.L.L. S.A.	Economie		5 000 000,00	5 000	1 000,00	2 250	45,000%	2 250 000,00	n.d.	n.d.		
SUDCAL S.A.	Economie		31 000,00	3 100	10,00	3 098	99,935%	30 980,00	n.d.	n.d.		
Total B.								432 050 021,66				
Total I.								723 296 431,05				

1) valeur d'acquisition =6,60 €/action

2) valeur de marché de la participation calculée avec 40% de la valeur de marché d'une action A

3) valeur de marché de la participation calculée avec 100% de la valeur de marché d'une action A

Remarque: Ce tableau ne tient pas compte des participations que des établissements publics comme p.ex. la BC/EE, la SNCI ou les P&T peuvent avoir dans d'autres sociétés de droit privé, dans lesquelles l'Etat ne détient pas de participation directe.

II. Participations de l'Etat dans le capital d'institutions financières internationales (en EUR)
Situation au 31/12/2013

Dénomination	Ministère de tutelle		capital social souscrit	nombre de parts sociales souscrites	valeur nominale d'une part sociale	nbre. de parts sociales souscr. par le Luxbg	taux de participation	valeur nominale de la souscription	capital appelé	% appelé	capital appelé versé en espèces	capital appelé versé en bons du Trésor	capital appelé restant à verser
Council of Europe Development Bank (CEB)	Finances	EUR	3 303 450 000,00	3 303 450	1 000,00	20 849	0,631%	20 849 000,00	2 301 480,00	11,04%	2 301 480,00	0,00	0,00
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	Finances	EUR	19 793 500 000,00	1 979 350	10 000,00	4 000	0,202%	40 000 000,00	10 500 000,00	26,25%	10 500 000,00	0,00	0,00
European Financial Stability Facility (EFSF)	Finances	EUR	28 440 453,35	2 844 045 335	0,01	7 119 129	0,2503%	71 191,29	71 191,29	100,00%	71 191,29	0,00	0,00
European Investment Bank (EIB)	Finances	EUR	242 392 989 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	0,113%	275 054 500,00	24 532 850,00	8,92%	24 532 850,00	0,00	0,00
European Stability Mechanism (ESM)	Finances	EUR	700 000 000 000,00	7 000 000	100 000,00	17 528	0,2504%	1 752 800 000,00	200 320 000,00	11,43%	160 256 000,00	0,00	40 064 000,00
Total EUR								2 088 774 691,29	237 725 521,29		197 661 521,29	0,00	40 064 000,00
International Monetary Fund (IMF)	Finances	SDR	238 118 000 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	0,176%	418 700 000,00	104 675 000,00	25,00%	104 675 000,00	0,00	0,00
Total SDR en EUR (1 SDR = 1,14 EUR)								477 318 000,00	119 329 500,00		119 329 500,00	0,00	0,00
Asian Development Bank (ADB)	Finances	USD	128 342 768 246,00	10 638 933	12 063,50	36 120	0,340%	435 733 620,00	21 834 935,00	5,01%	13 935 272,66	5 576 232,24	2 323 430,10
International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)	Finances	USD	189 800 956 615,00	1 573 349	120 635,00	1 652	0,105%	199 289 020,00	9 798 577,88	4,92%	9 798 577,88	0,00	0,00
International Finance Corporation (IFC)	Finances	USD	2 365 634 000,00	2 365 634	1 000,00	2 139	0,090%	2 139 000,00	2 139 000,00	100,00%	2 139 000,00	0,00	0,00
Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA)	Finances	USD	1 899 927 080,00	175 594	10 820,00	204	0,116%	2 207 280,00	419 080,00	18,99%	293 568,00	125 512,00	0,00
Total USD								639 368 920,00	34 191 592,88		26 166 418,54	5 701 744,24	2 323 430,10
Total USD en EUR (1 USD = 0,77 EUR)								492 314 068,40	26 327 526,52		20 148 142,28	4 390 343,06	1 789 041,18
Total II.								3 058 406 759,69	383 382 547,81		337 139 163,57	4 390 343,06	41 853 041,18

TRESORERIE DE L'ETAT
Section gestion financière
III. Participations de l'Etat dans le capital d'établissements publics (EP) , fondations (F) et groupements d'intérêt économique (GIE) autres que du domaine de la sécurité sociale (en EUR)
Situation au 31/12/2013

Dénomination	Ministère de tutelle		capital social souscrit	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	nbre. de parts sociales souscr.	taux de participation	valeur nominale de la participation	capital social souscrit non versé	autorisation de contracter des emprunts	engagement financier de l'Etat	Contrôle par Cour des Comptes	Base Légale
Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance	Economie	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	non		dotation budgétaire	-	-
Banque Centrale du Luxembourg (BCL)	Finances	EP	175 000 000,00	1	175 000 000,00	1	100,000%	175 000 000,00	oui		capital souscrit	non	loi du 23 décembre 1998
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE)	Finances	EP	173 525 467,34	1	173 525 467,34	1	100,000%	173 525 467,34	oui		capital souscrit	non	loi du 24 mars 1989
Carré Rotondes	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre de coordination pour projets d'établissement	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	loi du 4 septembre 1990 / régl. g.-d. du 10 août 1991
Centre de musiques amplifiées (Rockhal)	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 26 mai 2004
Centre de prévention des toxicomanies	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 25 novembre 1994
Centre de recherches et d'études européennes Robert SCHUMAN	Etat	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre de recherche public Gabriel Lippman	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 31 juillet 1987 / régl. g.-d. du 31 mai 1999
Centre de recherche public Henri Tudor	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 31 juillet 1987
Centre de recherche public Santé	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 18 avril 1988
Centre d'études de Populations de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 10 novembre 1989
Centre national sportif et culturel	Sports	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	oui		dotation budgétaire	oui	loi du 29 juin 2000
Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	oui ?		dotation budgétaire	oui	loi du 7 août 2002
Commissariat aux assurances	Finances	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	loi du 6 décembre 1991
Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)	Finances	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	non		apport 100 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 23 décembre 1998
Commission nationale pour la protection des données	Etat/Communications	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	non		apport 200.000 €/ dotation annuelle	non	loi du 2 août 2002
Communauté des transports (Verkeiersverbond)	Transports	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		-	non	loi du 29 juin 2004
Entreprise des P&T	Economie	EP	631 848 607,41	1	631 848 607,41	1	100,000%	631 848 607,41	oui		-	non	loi du 10 août 1992 / loi du 25 avril 2005
Fondation de Luxembourg	Justice/Finances	F	5 000 000,00	2	2 500 000,00	1	50,000%	2 500 000,00	non		-	non	-
Fondation Henri PENSIS	Culture	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		apport 10 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 19 avril 1996
Fondation Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM)	Culture	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		apport 20 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 28 avril 1998
Fondation Restena	Ens. Sup. et Recherche	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	Publication Mémorial C
Fonds Belval	Travaux publics	EP	3 500 000,00	1	3 500 000,00	1	100,000%	3 500 000,00	oui		-	oui	loi du 25 juillet 2002
Fonds culturel national	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		-	oui	loi du 4 mars 1982
Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall	Logement	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	oui		-	oui	loi du 10 décembre 1998
Fonds de lutte contre les stupéfiants	Finances	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		apport de 100.000 luf	oui	loi du 17 mars 1992
Fonds de rénovation de la Vieille Ville (FRVV)	Travaux publics	EP	23 282 035,90	1	23 282 035,90	1	100,000%	23 282 035,90	oui		-	oui	loi du 29 juillet 1993 / mod par loi budgétaire 2009
Fonds de solidarité viticole	Agriculture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 23 avril 1965 / loi du 23 décembre 1978
Fonds du logement	Logement	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	oui		dotation budgétaire	oui	loi du 25 février 1979
Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAPK)	Travaux publics	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	oui		-	oui	loi du 7 août 1961
Fonds national de la recherche	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	oui ?		dotation budgétaire	non	loi di 31 mai 1999
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	Etat	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 11 avril 1990
Fonds national de solidarité	Famille	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 30 juillet 1960
Integrated biobank of Luxembourg	Ens. Sup. et Recherche	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Institut Luxembourgeois de Régulation	Etat	EP	1 239 467,62	1	1 239 467,62	1	100,000%	1 239 467,62	non		dotation budgétaire	non	loi du 30 mai 2005
Institut national pour le développement de la formation continue	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	non	loi du 1er décembre 1992
Lux Tram GIE	Transports	GIE	6 600 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	50,000%	3 300 000,00	non		apport initial 3.300.000 €	non	loi du 25 mars 1991
MyEnergy GIE	Economie	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	non		-	-	-
Office du Ducroire	Finances	EP	41 777 396,57	1	41 777 396,57	1	100,000%	41 777 396,57	non		capital souscrit	non	loi du 24 juillet 1995
Office national du remembrement	Agriculture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		-	oui	loi du 25 mai 1964
Radio socio-culturelle RSC 100.7	Etat/Communications	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 27 juillet 1991/régl. g.-d. du 19 juin 1992
Registre du commerce	Justice	GIE	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	n.d.	p.m.	non		-	non	loi du 19 décembre 2002/régl. g.-d. du 23 janvier 2003
Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 21 novembre 2002
Security made in Luxembourg (smi.e)	Economie	GIE	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	n.d.	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Société nationale de crédit et d'investissement (SNCFI)	Economie/Finances	EP	375 000 000,00	1	375 000 000,00	1	100,000%	375 000 000,00	oui		capital souscrit	non	loi du 2 août 1977
Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCFL)	Transports	EP	347 050 934,68	28 000	12 394,68	26 320	94,000%	326 227 878,60	oui		capital souscrit	non	-
Université de Luxembourg	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.	non		dotation budgétaire	oui	loi du 12 août 2003
Total III.								1 757 200 853,45	0,00				

TOTAL GENERAL DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT (valeur nominale)
2 822 026 791,13 *

C. AVOIRS DE L'ETAT SUR CCP

Cette position reprend l'avoir sur CCP des différents comptaables de l'Etat. Il importe toutefois de remarquer ici que l'avoir sur CCP de l'Etat ne doit pas être considéré comme actif circulant à l'instar des autres comptes bancaires de l'Etat. En effet, comme déjà mentionné au point C des passifs financiers, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Par le jeu de l'adaptation journalière de la variation des CCP de l'Etat par l'intermédiaire du compte BCEE de la Trésorerie de l'Etat, tout crédit sur un compte CCP de l'Etat entraîne un deuxième crédit sur le compte BCEE de façon à ce que l'avoir global sur CCP de l'Etat ne constitue plus qu'un simple chiffre comptable, d'ailleurs contrebalancé (avec 3 jours de valeur de retard) par la créance que l'EPT a sur l'Etat, reprise dans ce bilan financier au passif (point C). Le grand avantage que présente cette situation se situe par contre au niveau de la gestion des liquidités de l'Etat. Tout solde d'un CCP de l'Etat est ainsi placé et productible d'intérêts créditeurs.

Remarque: A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous A. et B.

6.6.3. HORS-BILAN

Garanties financières accordées par l'Etat

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre des garanties financières accordées par l'Etat. Le tableau VIII (partie 1 et partie 2), qui recense les garanties actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat, montre l'encours total des prêts et garanties bénéficiant de la garantie de l'Etat. L'encours au 31 décembre 2013 se chiffre à 5.024,6 millions EUR.

EMPRUNTS, PRETS ET LIGNES DE CREDIT

TOTAL en EUR					9 601 918 477,56	3 995 748 452,09
--------------	--	--	--	--	------------------	------------------

2) Le groupe bancaire DEXIA au sens du règlement grand-ducal en question comporte les sociétés Dexia SA de droit belge, Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA, Dexia Banque Belgique SA et Dexia Crédit Local de France SA ainsi que leurs véhicules d'émission.

2) Garanties financières accordées par l'Etat dans le cadre de la loi du 13 avril 1970 (loi de garantie)				
Société bénéficiaire de la garantie	Base légale de la garantie	Champ d'application de la garantie	Montant maximal autorisé	Montant en circulation au 31/12/2013
LUXAIRPORT s.a. - Aérogare et Parking	Loi du 26 juillet 2002 (art. 5)	Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Aérogare (BL) Garantie pour les parties consolidées du prêt - Aérogare (BL) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Parking (BCEE) Garantie pour les parties consolidées du prêt - Parking (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la construction de deux stations de cogénération avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a. Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Findel avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a. Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Cargolux avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a.	0,00 225 000 000,00 0,00 105 000 000,00 2 200 000,00 12 500 000,00 3 300 000,00	204 549 431,20 129 326 470,58 8 343 905,30 2 438 198,51
GERIA s.a. - Maison de soins à Schiffange	Loi du 30 mai 1996	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Schiffange	19 583 588,46	6 918 997,22
SOGIS s.à.r.l. - Maison de soins Wasserbillig	Loi du 22 juillet 1997	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BGL) Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BCEE)	15 121 505,01 2 920 833,42 2 905 007,53	 5 825 840,95
FONDS DE COMPENSATION - Maison de soins Bettenbourg	Loi du 9 septembre 1992	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Bettenbourg	27 268 287,73	4 853 195,81
L'IMMOBILIERE CITE JUDICIAIRE 2025 s.à.r.l. - Cité judiciaire	Loi du 6 avril 1999 modifiée par la loi du 3 août 2005	Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 1ère consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 2e consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 3e consolidation (Fonds de compensation)	151 117 684,00 26 209 741,56 48 651 024,24 11 179 520,10	 86 040 285,90
IMMOBILIERE CAMPUS s.à.r.l. - Campus Geesekeläppchen	Loi du 6 mars 1996 modifiée par la loi du 11 août 2001	Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geesekeläppchen - 1ère consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geesekeläppchen - 2e consolidation (Fonds de compensation)	135 176 339,06 8 895 991,51 86 356 979,59	 95 252 971,10
SCI DRÄ EECHELEN - Bâtiment MUDAM	Loi du 17 janvier 1997 modifiée par la loi du 11 août 2001	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 1ère consolidation (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 2e consolidation (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 3e consolidation (BCEE)	89 300 000,00 19 117 053,63 47 795 993,48 4 714 125,96	 71 627 173,07
L'IMMOBILIERE TUDOR s.à.r.l. - Bâtiment du CRP TUDOR	Loi du 19 juillet 1997 modifiée par la loi du 12 août 2003	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CRP TUDOR (BGL)	15 286 497,11	11 447 072,51
IMMO EEBM 2031 s.à.r.l. - Ecole Européenne Bertrange / Mamer	Loi du 18 décembre 2007	Garantie d'un emprunt pour construire l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction de l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE)	118 500 000,00 80 508 215,28 89 200 000,00 2 400 000,00	 172 108 215,28
IMMO CPE BM 2031 s.à.r.l. - Centre Polyvalent de l'Enfance Bertrange / Mamer	Loi du 18 décembre 2007	Garantie d'un emprunt pour construire le Centre Polyvalent de l'Enfance Bertrange / Mamer (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction du Centre Polyvalent de l'Enfance à Bertrange/Mamer (BCEE)	118 500 000,00 9 085 520,90 13 400 000,00	 22 485 520,90
IMMO CSC KIRCHBERG - Centre national sportif et culturel	Loi du 2 mai 1996 modifiée par les lois du 11 août 2001 / 26 juin 2002 et 19 juin 2006	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CSC (BCEE)	97 937 423,93	60 572 122,35
ESPACE LUXEMBOURG BRUXELLES - Bâtiment administratif du Luxembourg à Bruxelles	Loi du 28 décembre 1992	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment de l'Ambassade du Luxembourg à Bruxelles (BCEE)	20 203 322,27	4 811 166,42
L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - 4e extension Palais Cours de Justice CE	Loi du 18 juillet 2002	Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)	343 250 000,00 103 277 777,70 21 686 666,70 21 686 666,70 19 500 000,00 14 444 444,40 6 423 520,36 4 741 176,48 8 693 750,00 6 743 750,00 6 695 000,00 11 375 000,00 6 525 102,40	 231 752 863,74
L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - Mise à niveau des annexes A, B et C	Loi du 18 décembre 2009	Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)	88 000 000,00 28 865 000,00 11 992 447,88 9 740 896,42	 50 596 344,30
TOTAL en EUR			1 587 244 647,56	1 028 843 200,75
Total des garanties financières accordées par l'Etat			11 189 163 125,11	5 024 591 653,44

6.6.4. CONTRÔLE DES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

Depuis décembre 2005, la section gestion financière assure également le contrôle des comptables extraordinaires. Le contrôle de la Trésorerie se limite à la vérification des comptes bancaires qui, au regard de l'article 35(2) de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat sont des comptes ouverts par la Trésorerie et mis à la disposition du comptable extraordinaire pour effectuer les opérations de recettes et dépenses dont il est chargé par arrêté ministériel.

La Trésorerie vérifie donc si les opérations inscrites dans le(s) décompte(s) de l'année N ainsi que les excédents y calculés correspondent aux soldes disponibles sur comptes bancaires et en caisse physique en fin d'année.

A cet effet la Trésorerie dresse un bilan de contrôle au 31.12. de l'année N qui reprend à l'actif

- l'avoir en compte au 31.12. (svt extrait bancaire au 31.12.)
- l'avoir en caisse physique au 31.12. (svt livre de caisse au 31.12.)
- les recettes de l'année N reçues en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N+1 payées en N (donc avant le 31.12. de l'année N)

ainsi qu'au passif

- les excédents à l'endroit des différents décomptes
- les recettes de l'année N+1 reçues en N (donc avant le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N payées en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)

L'actif doit exactement correspondre au passif. Toute différence est considérée comme découvert « non justifié » (actif < passif) respectivement excédent « non justifié » (actif > passif).

En cas de différence, 3 cas de figure peuvent se présenter :

- 1) il a été effectué sur le compte bancaire une ou plusieurs opérations qui n'ont pas été comptabilisées dans le(s) décompte(s) présenté(s).
- 2) il y a incohérence entre un ou plusieurs montants inscrits au décompte et les montants effectivement crédités/débités du compte bancaire.
- 3) un ou plusieurs décomptes comportent une erreur de calcul.

La Trésorerie vérifie en outre s'il n'y a pas eu des opérations de placement et/ou de prêt sur le compte bancaire et qui ne seraient pas autorisées par la loi.

Finalement, la Trésorerie vérifie si les excédents de recettes et dépenses ont été correctement virés respectivement reportés.

A fin 2013, 84 comptables extraordinaires opéraient sur 84 comptes bancaires à Luxembourg et 52 comptables extraordinaires opéraient sur 80 comptes bancaires à l'étranger.

Notons encore que le contrôle de la Trésorerie de l'Etat diffère quant à sa finalité de celui effectué par la Direction du Contrôle Financier (DCF) et qu'il est complémentaire à ce dernier. Une proposition de décharge de la part de la Trésorerie de l'Etat ne peut donc porter préjudice aux conclusions du contrôle effectué par la DCF. Ce n'est qu'au vu des conclusions des deux contrôles que le Ministre des Finances prendra sa décision sur la décharge du comptable extraordinaire.

6.7. Caisse de Consignation

6.7.1. Le bilan et le compte de pertes et profits (en EUR)

ACTIF	ACTIFS IMMOBILISÉS		
	Immobilisations corporelles		
		Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
	Immobilisations corporelles (immeuble)	47.397,50	
	Autres éléments / Collection/œuvres	1.227,70	
	Total :	48.625,20	
	TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS :	48.625,20	
	CREANCES		
	Créances en frais de garde		
	Créances en frais de garde – EUR	10.462.460,89	
	Créances en frais de garde – USD	2.745.677,83	
	Créances en frais de garde – GBP	242.067,35	
	Créances en frais de garde – JPY	7.502,08	
	Créances en frais de garde – CHF	43.694,12	
	Créances en frais de garde – AUD	2.866,77	
	Créances en frais de garde – DKK	15.040,42	
	Créances en frais de garde – CAD	28.938,60	
	Créances en frais de garde – SGD	146,23	
	Créances en frais de garde – ZAR	5.078,85	
	Créances en frais de garde – NOK	125.354,72	
	Créances en frais de garde – CZK	437,30	
	Créances en frais de garde – SEK	16.843,74	
	Créances en frais de garde – HKD	816,51	
	Créances en frais de garde – THB	13.400,39	
	Créances en frais de garde – PLN	87,18	
	Total :	13.710.412,98	
	Créances en taxe de consignation		
	Créances en taxe de consignation – EUR	14.860.915,30	
	Créances en taxe de consignation – USD	8.206.088,90	
	Créances en taxe de consignation – GBP	336.944,09	
	Créances en taxe de consignation – JPY	10.217,80	
	Créances en taxe de consignation – CHF	66.560,97	
	Créances en taxe de consignation – AUD	4.164,95	
	Créances en taxe de consignation – DKK	20.206,74	
	Créances en taxe de consignation – CAD	38.437,78	

Créances en taxe de consignation – SGD	7.135,93	
Créances en taxe de consignation – ZAR	6.812,60	
Créances en taxe de consignation – NOK	251.361,65	
Créances en taxe de consignation – CZK	537,33	
Créances en taxe de consignation – SEK	28.163,38	
Créances en taxe de consignation – HKD	1.223,44	
Créances en taxe de consignation – THB	17.130,90	
Créances en taxe de consignation – PLN	121,14	
Total :	23.856.022,90	
Créances en intérêts		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Créances en intérêts débiteurs calculés – EUR	314.865,83	
Créances en intérêts débiteurs calculés – USD	1.510,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – GBP	80,22	
Créances en intérêts débiteurs calculés – JPY	6,62	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CHF	724,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – AUD	8,25	
Créances en intérêts débiteurs calculés – DKK	0,78	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CAD	366,33	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SGD	0,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – NOK	2,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SEK	13,46	
Total :	317.578,33	
TOTAL DES CREANCES :	37.884.014,21	
ACTIFS MOBILIERS		
Avoirs en numéraire		
BCEE compte courant – EUR	632.520,11	
BCEE compte courant – USD	594.995,81	
BCEE compte courant – GBP	11.034,05	
BCEE compte courant – JPY	90.503,55	
BCEE compte courant – CHF	57.553,70	
BCEE compte courant – AUD	10.187,48	
BCEE compte courant – DKK	2.261,36	
BCEE compte courant – CAD		-18.369,50
BCEE compte courant – SGD	1.636.527,92	
BCEE compte courant – ZAR		-3.217,03
Transitoire BCEE EUR 0038/6000-3		-266.267,38
Transitoire BCEE USD 0295/6500-4		-87.767,66
BCEE compte courant – NOK		-1.714,49
BCEE compte courant – CZK		-2.597,66

KBLX compte courant – CZK	7.735,51	
BCEE compte courant – HUF	434,86	
KBLX compte courant – HUF	0,00	
BCEE compte courant – SEK		-7.560,16
BCEE compte courant – HKD	22.328,31	
BCEE compte courant – NZD		-13,43
DEXIA-BIL compte courant – THB	179.340,16	
BCEE compte courant – PLN	2.341,87	
BCEE compte à terme – USD	428.704.615,21	
BCEE compte à terme – GBP	6.055.472,42	
BCEE compte à terme – JPY	48.458,87	
BCEE compte à terme – CHF	503.276,40	
BCEE compte à terme – AUD	78.153,16	
BCEE compte à terme – DKK	305.408,75	
BCEE compte à terme – CAD	282.901,52	
BCEE compte à terme – ZAR	149.288,74	
BCEE compte à terme – NOK	211.384,80	
KBLX compte à terme – CZK	0,00	
KBLX compte à terme – HUF	0,00	
BCEE compte à terme – SEK	643.984,95	
CCPL – EUR	261.990.788,26	
Transitoire CCPL – EUR		-364.209,58
Total :	701.469.780,88	
<i>Valeurs mobilières</i>		
Valeurs mobilières (Titres) – EUR	14.092.654,11	
Valeurs mobilières (Titres) – USD	423.048,07	
Valeurs mobilières (Titres) – GBP	5.167,45	
Valeurs mobilières (Titres) – JPY	3.204,65	
Valeurs mobilières (Titres) – CHF	127.640,27	
Valeurs mobilières (Titres) – AUD	129,13	
Valeurs mobilières (Titres) – NOK	1.543.321,24	
Valeurs mobilières (Titres) – SEK	45.743,51	
Total :	16.240.908,43	
TOTAL DES ACTIFS MOBILIERS :	717.710.689,31	
TOTAL DE L'ACTIF :	755.643.328,72	

PASSIF

Résultat de l'exercice		-5.530.593,78
Résultat reporté		-61.473.248,13
DETTES		
Consignations individuelles		
	Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
Consignations - EUR		-226.698.909,12
Consignations - USD		-430.950.442,48
Consignations - GBP		-5.637.817,78
Consignations - JPY		-139.202,15
Consignations - CHF		-782.355,38
Consignations - AUD		-86.801,21
Consignations - DKK		-320.376,14
Consignations - CAD		-322.211,10
Consignations - SGD		-1.636.048,53
Consignations - ZAR		-110.288,10
Consignations - NOK		-1.879.651,48
Consignations - CZK	23.764,83	
Consignations - HUF		0,00
Consignations - SEK		-647.816,18
Consignations - HKD		-22.409,16
Consignations - NZD		0,00
Consignations - THB		-179.625,93
Consignations - PLN		-2.341,83
Total :		-669.392.531,74
Fruits / produits dus aux consignations		
Dettes intérêts en créditeurs calculés - EUR		-18.194.205,79
Dettes intérêts en créditeurs calculés - USD		-5.216.067,25
Dettes intérêts en créditeurs calculés - GBP		-811.519,46
Dettes intérêts en créditeurs calculés - JPY		-3.876,28
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CHF		-18.321,40
Dettes intérêts en créditeurs calculés - AUD		-16.660,35
Dettes intérêts en créditeurs calculés - DKK		-27.921,16
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CAD		-53.185,37
Dettes intérêts en créditeurs calculés - ZAR		-49.035,67
Dettes intérêts en créditeurs calculés – NOK		-161.523,15
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CZK		-244,94
Dettes intérêts en créditeurs calculés - HUF		0,00
Dettes intérêts en créditeurs calculés - SEK		-36.544,23
Dividendes optionnelles en actions - EUR		-198,86
Total :		-24.589.303,91

PASSIF		
	<i>Consignations en attente</i>	
	Transitoire Consignations	-119.354,06
	Total :	-119.354,06
	<i>Fournisseurs</i>	
	Fournisseurs secteur privé - Luxembourg	-300,00
	Fournisseurs secteur public - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur privé - Etranger	0,00
	Fournisseurs secteur public - Etranger	0,00
	Total :	-300,00
	<i>Ecart de conversion</i>	
	Ecart de conversion	-68.590,88
	Total :	-68.590,88
	TOTAL DES DETTES :	-694.170.080,59
	REPORT DE RESULTAT	-61.473.248,13
	TOTAL DU PASSIF :	-755.643.328,72

PERTES ET PROFITS

CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE		
<i>Intérêts perçus / payés sur comptes bancaires</i>		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Intérêts débiteurs de la Caisse de Consignation	0,00	
Intérêts créditeurs de la Caisse de Consignation		- 602.581,99
Total :		- 602.581,99
<i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>		
Frais sur comptes bancaires	372,21	
Total :	372,21	
<i>Autres frais</i>		
Autres frais divers	0,00	
Total :	0,00	
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE :		-602.209,78
CHARGES ET PRODUITS CALCULES		
<i>Intérêts des consignations individuelles</i>		
Intérêts créditeurs calculés	908.870,23	
Intérêts débiteurs calculés		-4.457,65
Total :	904.412,58	
<i>Taxe de consignation</i>		
Taxe de consignation		-6.669.654,52
Total :		-6.669.654,52
<i>Contribution aux frais propres de la Caisse</i>		
Frais de garde		-1.404,40
Total :		-1.404,40
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CALCULES :		-5.766.646,34
DIFFERENCES DE CHANGE		
Perte de change	9.403.532,80	
Perte de réévaluation – Stock devises	2.682,94	
Gain de change		-8.544.673,08
Gain de réévaluation – Stock devises		-23.280,32
Total :	838.262,34	
TOTAL DES DIFFERENCES DE CHANGE :		838.262,34
SOLDE DU COMPTE PERTES ET PROFITS :		-5.530.593,78

6.7.2. Catégories de consignations

La loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État permet de définir cinq catégories de consignations, dont les trois premières sont obligatoires et les deux autres volontaires, à savoir celles déposées en vertu :

- 1) d'une loi ou d'un règlement
- 2) d'une décision judiciaire
- 3) d'une décision administrative
- 4) des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil
- 5) de raisons relatives au créancier.

6.7.2.1. Les consignations déposées en vertu d'une loi ou d'un règlement

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la première catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- L001 - Article 813 du Code civil
- L002 - Article 793 du nouveau Code de procédure civile
- L003 - Articles 822, 824 et 875 du nouveau Code de procédure civile (Article 14, 16 et 67 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière)
- L004 - Article 479 du Code de commerce
- L005 - Article 12 du titre II.- De la police rurale du décret du 28 septembre – 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale
- L006 - Loi du 31 mars 1796 (11 germinal an IV) qui prescrit l'emploi des effets mobiliers déposés dans les greffes et conciergeries des tribunaux, à l'occasion de procès civils ou criminels terminés par jugement, ou à l'égard desquels l'action est prescrite
- L007 - Loi du 20 décembre 1823 portant que les deniers appartenant à des présumés absents devront être versés dans la caisse des consignations judiciaires
- L008 - Article 2 de la loi du 18 décembre 1855 sur la détention préventive des étrangers (loi abrogée par la loi du 6 mars 2006)
- L009 - Article 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L010 - Article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L011 - Article 203-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L012 - Article 30 (5) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- L013 - Article 17, paragraphe 8 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L014 - Article 8 (5) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- L015 - Article 26 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée
- L016 - Article 146 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
- L017 - Article 42 (8) de la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier et Article 61 (8) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- L018 - Article 1 (4) du règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la Caisse de Consignation et le tarif pour la taxe de consignation.
- L019 - Article 16 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L020 - Articles 80 alinéa 2 et 287 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires
- L021 - Article 10 de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance
- L022 - Article 1601-9 du Code civil
- L023 - Article 8 (2) de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur
- L024 - Article 92 (7) de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
- L025 - Article 7 (1) du règlement grand-ducal du 29 août 2003 relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière de navigation intérieure
- L026 - Article 60-6 (1.) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- L027 - Article 35 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- L028 - Article 19 (4) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque
- L029 - Article 50 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- L030 - Article 12 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

L031 - Article 66bis. (4) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

L032 - Article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

6.7.2.2. Les consignations déposées en vertu d'une décision judiciaire

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la deuxième catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a également ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

J001 - Article 258 (2) premier tiret du nouveau Code de procédure civile

J002 - Articles 467 et 476 du nouveau Code de procédure civile

J003 - Article 703 du nouveau Code de procédure civile

J004 - Article 59 du Code d'instruction criminelle

J005 - Article 67. (2) du Code d'instruction criminelle

J006 - Articles 120 et 122 du Code d'instruction criminelle

J007 - Article 40 du décret du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais

J008 - Articles 28 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

J009 - Articles 29 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

J010 - Article 244 du nouveau Code de procédure civile

J011 - Article 115 du nouveau Code de procédure civile

J012 - Article 14, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J013 - Article 14, dernier alinéa de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- J014 - Article 1963 du Code civil
- J015 - Article 31. (5) du Code d’instruction criminelle
- J016 - Article 197-2. (2) du Code d’instruction criminelle
- J017 - Article 107 du Code d’instruction criminelle
- J018 - Article 356 alinéa 3 du Code de commerce
- J019 - Articles 107, 120 et 122 du Code d’instruction criminelle
- J020 - Article 726 du nouveau Code de procédure civile

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

6.7.2.3. Les consignations déposées en vertu d’une décision administrative

Une rubrique spécifique a été attribuée respectivement aux ministères et aux administrations désireuses de déposer régulièrement des consignations administratives. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- A001 - Trésorerie de l’État
- A002 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration - Direction de l’Immigration
- A003 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, respectivement de l’Administration des Ponts et Chaussées
- A004 - Administration de l’Enregistrement et des Domaines
- A005 - Ministère de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- A006 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration
- A007 - Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- A008 - Administration des Douanes et Accises
- A009 - Administration judiciaire
- A010 - Administration de l’Environnement
- A011 - Administration des Contributions directes
- A012 - Consignations administratives occasionnelles d’autres Ministères, Administrations et Services Publics

A013 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, Administration des Bâtiments publics

Les autres ministères, administrations et services étatiques ou communaux, susceptibles de prendre régulièrement une décision administrative en matière de consignation se verront attribuer une rubrique spécifique.

6.7.3. Les consignations déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil

Les consignations volontaires déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 de la catégorie 4 ne donnent pas lieu à une subdivision en rubriques.

6.7.4. Les consignations déposées pour des raisons relatives au créancier

Une rubrique collective a été retenue pour les sociétés, les établissements et les banques, qui déposent des consignations occasionnelles pour se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier. Une rubrique spécifique est attribuée à chaque société, établissement ou banque désireux de déposer régulièrement des consignations dans la catégorie 5. Les rubriques retenues sont les suivantes :

0002 - Rubrique collective

0012 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service des CCP

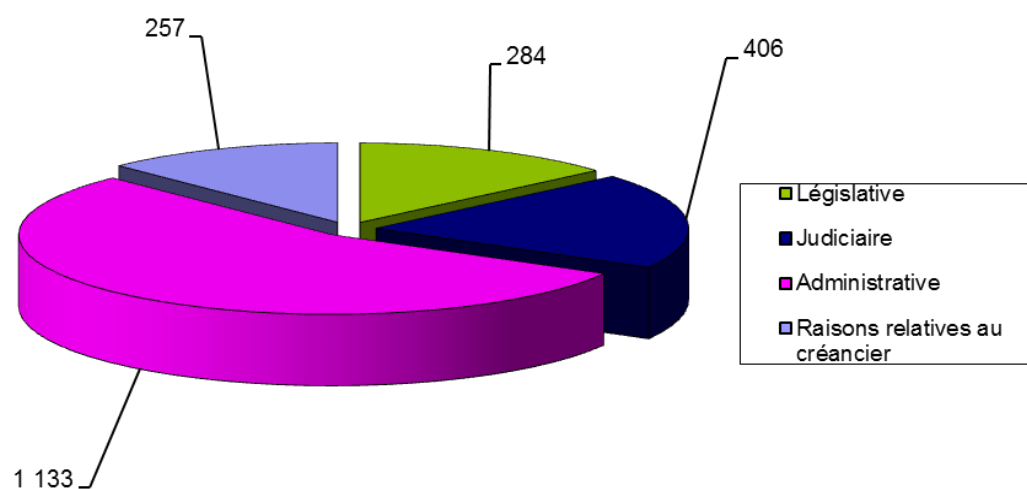
0022 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service Comptabilité

6.8. Inventaire des consignations

6.8.1. Nombre de consignations déposées au cours de l'exercice 2013

Le nombre des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	284
Judiciaire :	406
Administrative :	1.133
Raisons relatives au créancier :	257
Nombre total des consignations déposées :	2.080



La répartition des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
------------------------------------------------	---------------------------------

L001	7
L004	76
L009	3
L010	28
L013	1
L015	15
L016	84
L017	14
L018	5
L019	6
L023	43
L028	1
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
-----------------------------------------------	---------------------------------

J001	4
J002	12
J004	242
J005	14
J006	50
J007	2
J013	1
J015	81

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---------------------------------------------------	---------------------------------

A001	52
A003	15
A004	5
A011	1.061

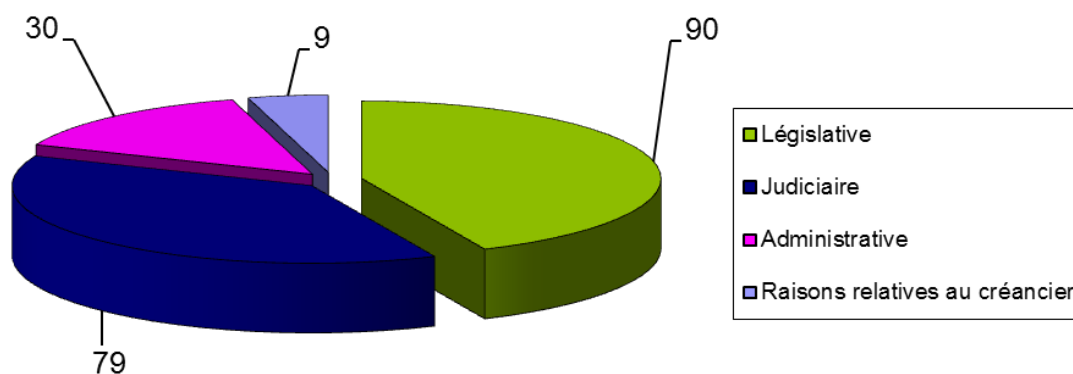
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
----------------------------------------------------	---------------------------------

0002	97
0012	143
0022	17

6.8.2. Nombre de consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013

Le nombre des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	90
Judiciaire :	79
Administrative :	30
Raisons relatives au créancier :	9
Nombre total des consignations restituées :	208



La répartition des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
------------------------------------------------	---------------------------------

L001	1
L004	3
L015	5
L016	5
L018	2
L019	3
L023	71

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des consignations
-----------------------------------------------	---------------------------------

J002	11
J003	1
J004	21
J005	2
J006	24
J015	20

Rubrique des consignations administratives	Nombre des consignations
---------------------------------------------------	---------------------------------

A001	15
A003	4
A010	1
A011	10

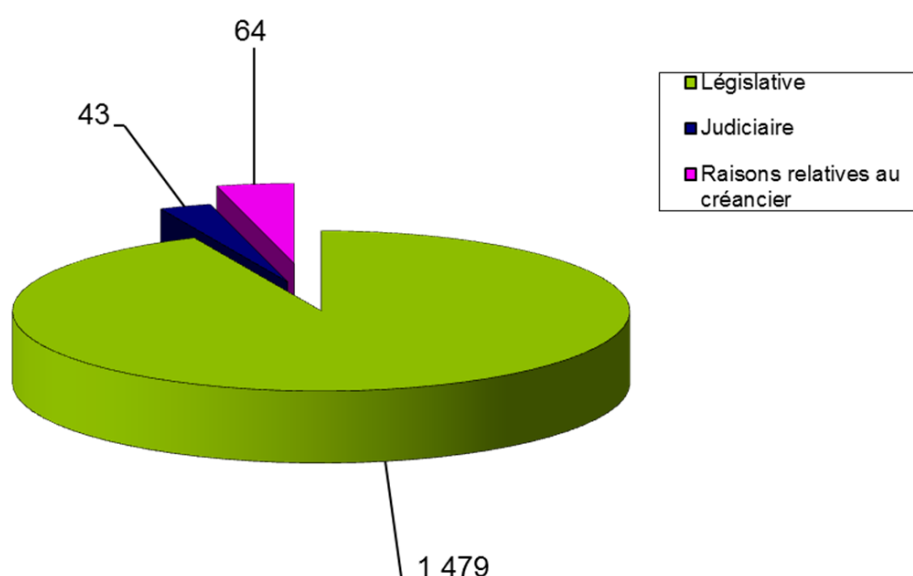
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
----------------------------------------------------	---------------------------------

0002	9
------	---

6.8.3. Nombre de restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013

Le nombre des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles
Législative :	1.479
Judiciaire :	43
Raisons relatives au créancier :	64
Nombre total des restitutions partielles :	1.586



La répartition des restitutions partielles au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
-----------------------------------------	--------------------------

L004	20
L016	1.400
L017	1
L023	57
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
----------------------------------------	--------------------------

J002	15
J005	19
J015	5
J017	2

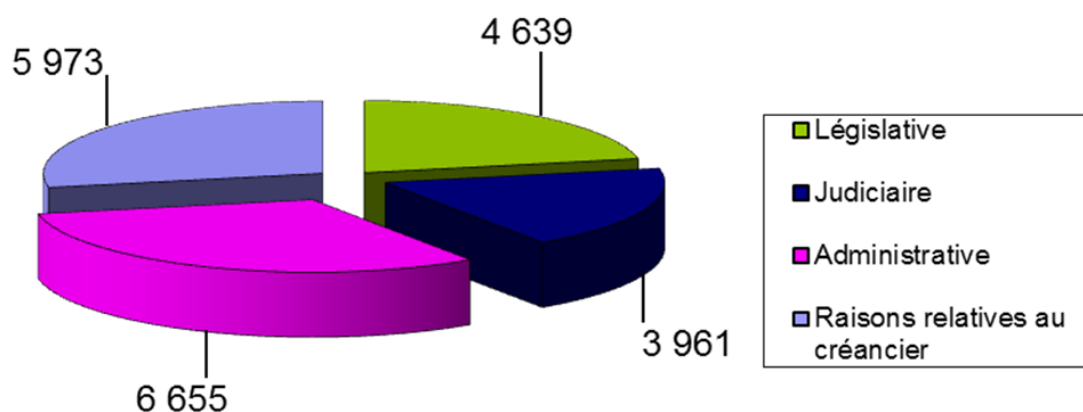
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
---------------------------------------------	--------------------------

0002	64
------	----

6.8.4. Nombre de consignations en dépôt au 31 décembre 2013

Le nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	4.639
Judiciaire :	3.961
Administrative :	6.655
Raisons relatives au créancier :	5.973
Nombre total des consignations en dépôt :	21.228



La répartition du nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	133
L002	1
L004	512
L006	4
L008	746
L009	19
L010	205
L013	525
L014	17
L015	61

L016	1.061
L017	56
L018	497
L019	91
L020	117
L022	1
L023	589
L028	1
L031	2
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---------------------------------------------------	-------------------------------------

J001	34
J002	153
J003	6
J004	2.135
J005	196
J006	272
J007	11
J008	1
J010	1
J012	1
J013	43
J015	1.092
J016	1
J017	5
J018	4
J019	6

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
-----------------------------------------------------------	-------------------------------------

A001	869
A002	47
A003	134
A004	1.594
A005	15
A006	1
A007	10
A008	631
A009	4
A010	9
A011	3.336
A012	5

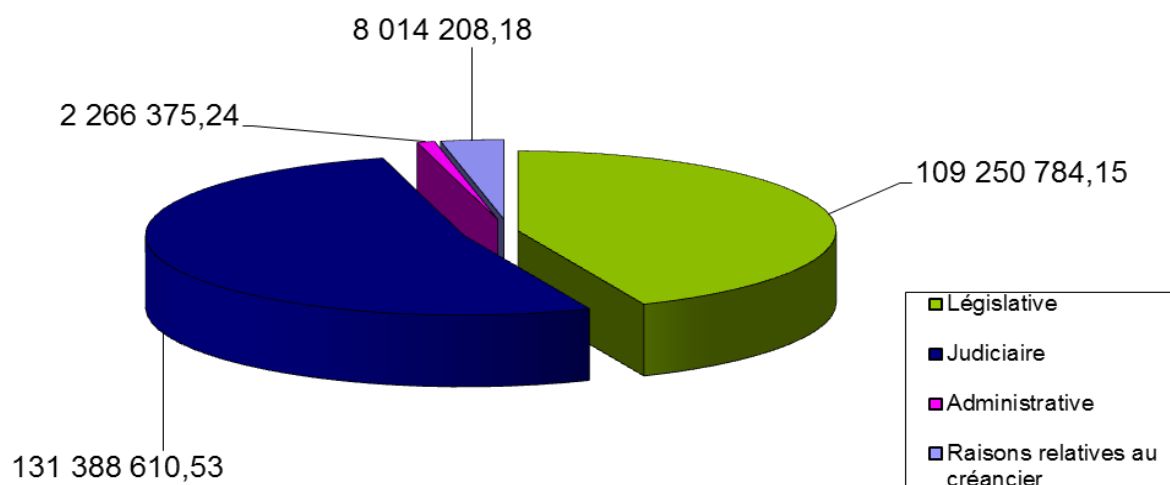
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
0002	2.524
0012	1.912
0022	1.537

6.8.5. Valeur comptable des consignations déposées au cours de l'exercice 2013

Par valeur comptable d'une consignation il a lieu d'entendre la valeur des biens consignés au moment du dépôt. Sur base de cette valeur, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule les frais de garde forfaitaires et la taxe de consignation.

La valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	109.250.784,15
Judiciaire :	131.388.610,53
Administrative :	2.266.375,24
Raisons relatives au créancier :	8.014.208,18
Valeur comptable totale :	250.919.978,10



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
----------------------------------------------------	--------------------------------------

L001	252.603,18
L004	6.136.170,21
L009	21.081,69
L010	2.218.277,43
L013	90,00
L015	330.541,00
L016	12.977.880,75
L017	79.095.943,37
L018	1.580,55
L019	1.134,00
L023	846.574,65
L028	562.907,32
L032	6.806.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------------	--------------------------------------

J001	55.750,00
J002	25.198,46
J004	131.550,00
J005	130.978.340,37
J006	93.500,00
J007	55.604,46
J008	15.495,26
J013	70,00
J015	33.101,98

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------------	--------------------------------------

A001	126.156,79
A003	23.840,00
A004	331,30
A011	2.116.047,15

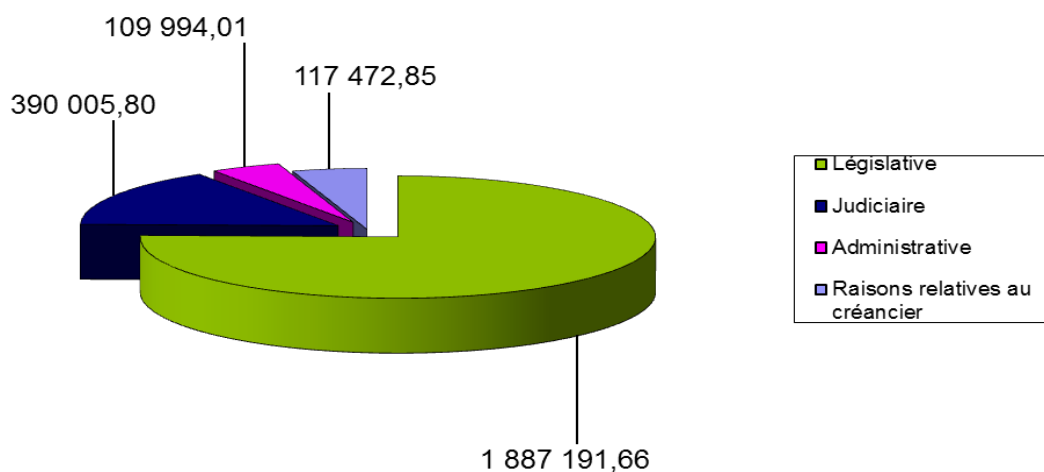
Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------------	--------------------------------------

0002	7.965.312,53
0012	47.966,26
0022	929,39

6.8.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013

La valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	1.887.191,66
Judiciaire :	390.005,80
Administrative :	109.994,01
Raisons relatives au créancier :	117.472,85
Valeur comptable totale :	2.504.664,32



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	347.182,03
L004	202.853,65
L015	72.100,00
L016	185.089,48
L018	992,23
L019	678,00
L023	1.078.296,27

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
----------------------------------------	---------------------------

J002	10.700,00
J003	250.217,34
J004	8.425,00
J006	97.936,80
J015	16.339,56

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
--------------------------------------------	---------------------------

A001	89.219,33
A003	2.000,00
A010	9.408,00
A011	9.366,68

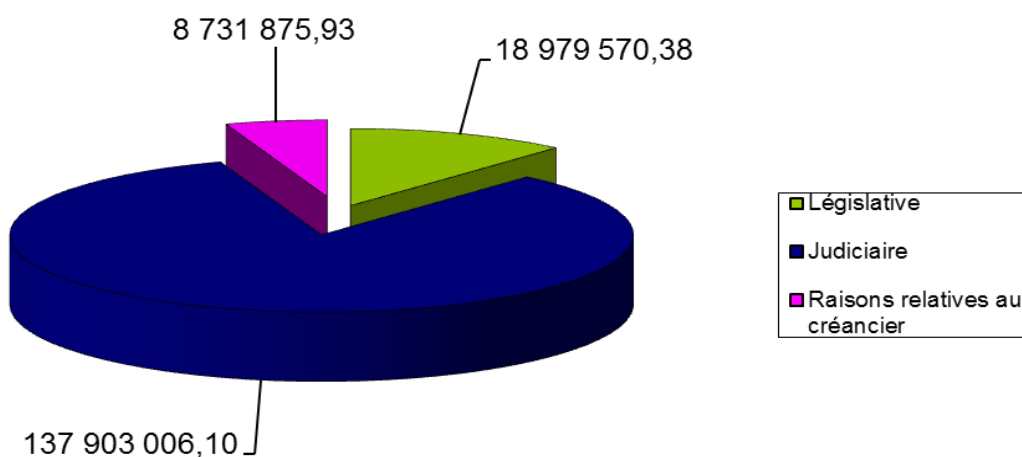
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------	---------------------------

0002	117.472,85
------	------------

6.8.7. Valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013

La valeur comptable en euros des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	18.979.570,38
Judiciaire :	137.903.006,10
Raisons relatives au créancier :	8.731.875,93
Valeur comptable totale :	165.614.452,41



La répartition de la valeur comptable en euros des restitutions partielles au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
----------------------------------------------------	--------------------------------------

L004	139.663,92
L016	18.237.388,90
L017	2.216,22
L023	350.301,34
L032	250.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------------	--------------------------------------

J002	149.108,08
J005	137.550.582,39
J008	36.588,66
J015	163.726,97
J017	3.000,00

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
------------------------------------------------------------	--------------------------------------

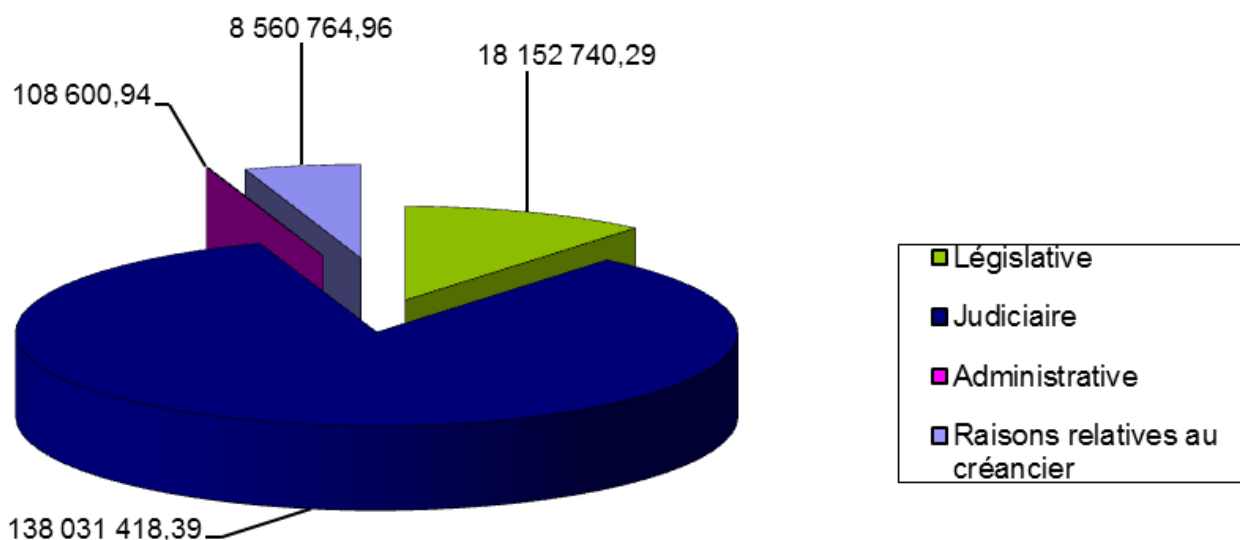
0002	8.731.875,93
------	--------------

6.8.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2013

Par valeur (nette) d'inventaire d'une consignation il y a lieu d'entendre les soldes des comptes internes de la consignation destinés à recueillir la comptabilisation de la valeur des biens consignés au moment du dépôt ou des sommes acquises en lieu et place de ces biens, des fruits et produits, des frais de garde et de la taxe de consignation. Sur base des soldes de ces comptes, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule pour les comptes qui portent sur des sommes d'argent les intérêts dus à la consignation.

La valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	18.152.740,29
Judiciaire :	138.031.418,39
Administrative :	108.600,94
Raisons relatives au créancier :	8.560.764,96
Valeur (nette) d'inventaire totale :	164.853.524,58



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

L001	344.844,40
L004	335.111,83
L015	70.568,84
L016	15.792.015,21
L017	2.216,22
L018	987,71
L019	674,44
L023	1.377.259,00
L032	229.044,64

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

J002	149.539,20
J003	243.483,06
J004	8.223,87
J005	137.320.532,54
J006	94.546,14
J008	35.874,94
J015	176.256,89
J017	2.961,75

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
-------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

A001	88.169,95
A003	1.990,64
A010	9.124,18
A011	9.316,17

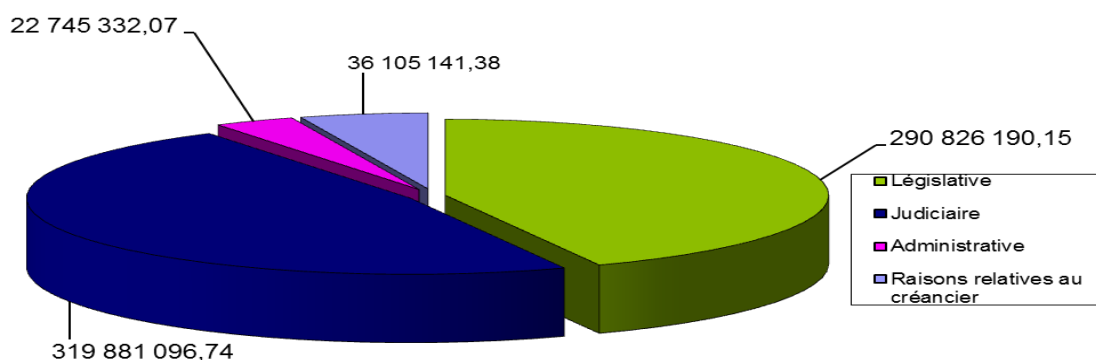
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

0002	8.560.764,96
------	--------------

6.8.9. Valeur comptable des consignations en dépôt au 31 décembre 2013

La valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	290.826.190,15
Judiciaire :	319.881.096,74
Administrative :	22.745.332,07
Raisons relatives au créancier :	36.105.141,38
Valeur comptable totale :	669.557.760,34



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	3.748.285,83
L002	12.992,09
L004	10.546.198,74
L006	6.821,34
L008	359.006,06
L009	1.220.555,69
L010	5.233.540,74
L013	172.628,22
L014	561.318,95
L015	841.890,00
L016	167.944.543,18
L017	86.710.490,67
L018	232.836,59
L019	23.961,95
L020	12.222,22

L023	6.040.655,48
L028	562.907,32
L031	20.000,00
L032	6.556.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
-----------------------------------------------	----------------------------------

J001	259.376,97
J002	191.042,52
J003	620.104,99
J004	841.654,03
J005	315.677.649,54
J006	1.141.864,19
J007	91.150,71
J008	100.858,44
J010	4.000,00
J012	2.478,94
J013	44.053,61
J015	789.736,88
J016	4.106,51
J017	76.500,00
J018	29.919,41
J019	6.600,00

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------------	----------------------------------

A001	4.995.764,93
A002	72.681,76
A003	121.836,43
A004	849.122,83
A005	9.910,27
A006	1.193,83
A007	56.177,21
A008	24.473,94
A009	3.651,55
A010	41.210,50
A011	4.471.930,18
A012	12.097.378,64

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---------------------------------------------	---------------------------

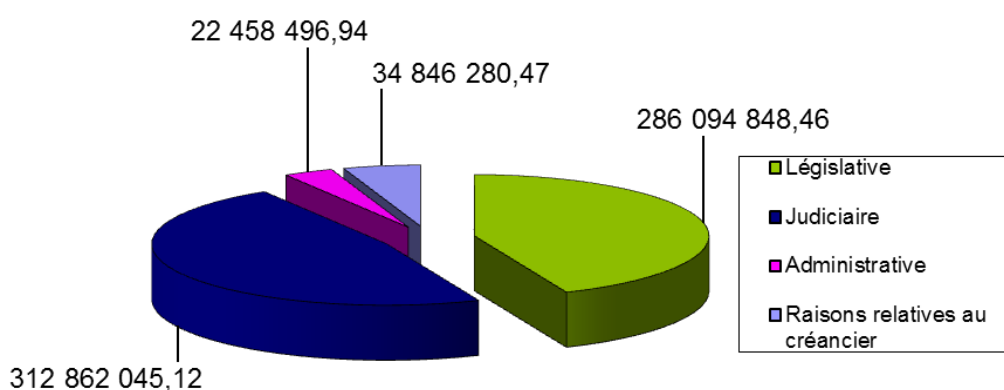
0002	35.324.535,99
0012	604.414,17
0022	176.191,22

Il y a lieu de noter que 165.746,59 EUR sont à ventiler à la valeur comptable des consignations en dépôt. Ce montant est dû à des écritures comptables ne se référant pas à des consignations, telles les différences de change générées lors de rapprochements par exemple.

6.8.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt au 31 décembre 2013

La valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	286.094.848,46
Judiciaire :	312.862.045,12
Administrative :	22.458.496,94
Raisons relatives au créancier :	34.846.280,47
Valeur (nette) d'inventaire totale :	656.261.670,99



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

L001	3.662.942,58
L002	12.852,77
L004	10.422.473,91
L006	6.808,79
L008	359.879,50
L009	1.185.140,78
L010	5.084.334,68
L013	172.329,15
L014	551.931,57
L015	831.357,46
L016	164.623.193,57
L017	85.930.685,52
L018	232.070,08
L019	23.682,38
L020	11.809,93
L022	19.055,67
L023	5.850.605,28
L028	561.221,82
L031	19.012,47
L032	6.533.460,55

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

J001	254.218,23
J002	183.803,16
J003	600.991,63
J004	826.346,21
J005	308.742.370,27
J006	1.127.824,96
J007	90.452,15
J008	99.033,20
J010	3.929,58
J012	2.589,98
J013	43.840,62
J015	773.603,99
J016	3.987,35
J017	73.515,78
J018	29.054,40
J019	6.483,61

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---------------------------------------------------	---------------------------------------------

A001	5.004.870,61
A002	72.410,12
A003	119.317,05
A004	842.188,33
A005	9.732,05
A006	1.195,02
A007	55.566,84
A008	24.200,54
A009	3.371,69
A010	40.112,91
A011	4.424.134,47
A012	11.861.397,31

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
----------------------------------------------------	---------------------------------------------

0002	34.080.455,44
0012	593.605,41
0022	172.219,62

Comme pour la valeur comptable, il y a lieu de noter que 164.367,54 EUR sont à imputer aux différentes catégories de consignations. Ce montant provient d'écritures ne se référant pas à des consignations particulières. Ces opérations sont constituées des résultats de change par exemple.

La partie de la valeur (nette) d'inventaire des Consignations en dépôt en dépôt au 31 décembre 2013 constituée de devises hors de la zone euro se répartit comme suit :

Consignations libellées en	Valeur (nette) d'inventaire
AUD	147.422,15
CAD	635.018,40
CHF	945.198,35
CZK	137.865,77
DKK	2.235.284,17
EUR	219.299.959,92
GBP	4.259.203,69
HKD	222.495,27
JPY	16.025.588,00
NOK	13.409.047,05
PLN	7.578,37
SEK	5.813.186,48
SGD	2.710.729,72
THB	7.693.836,86
USD	551.416.110,16
ZAR	1.381.620,29

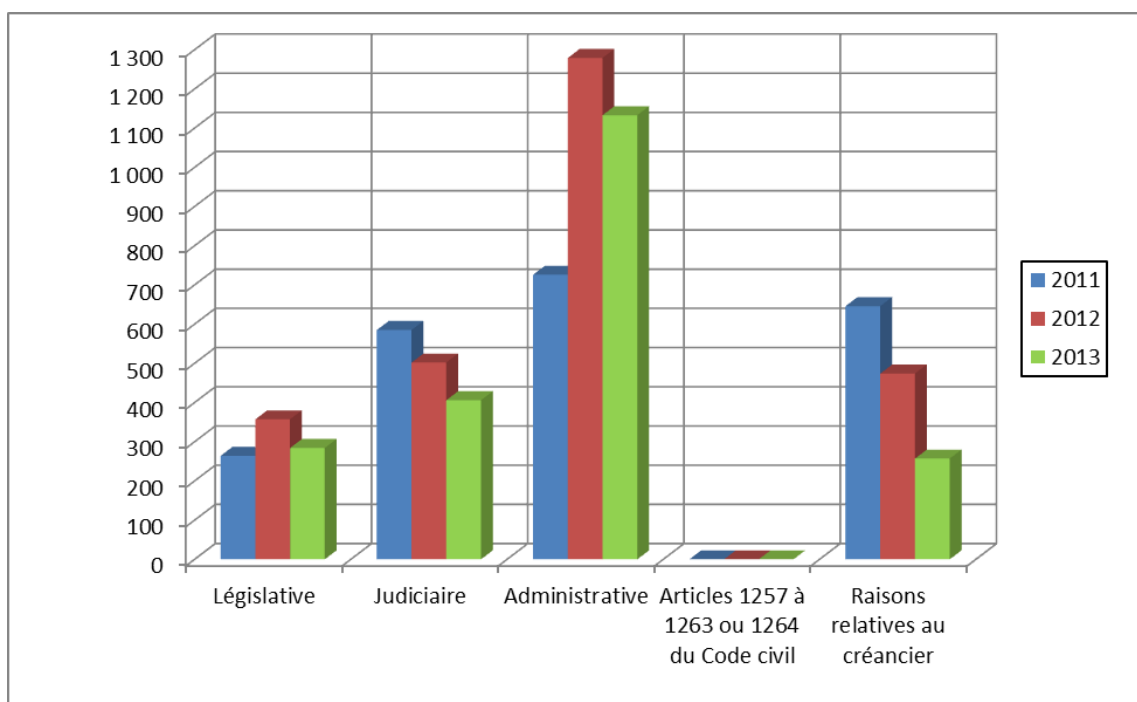
La Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, ne court aucun risque de change du fait que toutes les dettes libellées en devises sont intégralement couvertes par des avoirs dans chaque devise concernée.

6.9. Comparaisons des 3 derniers exercices clôturés

6.9.1. Nombre de consignations déposées

La comparaison du nombre des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

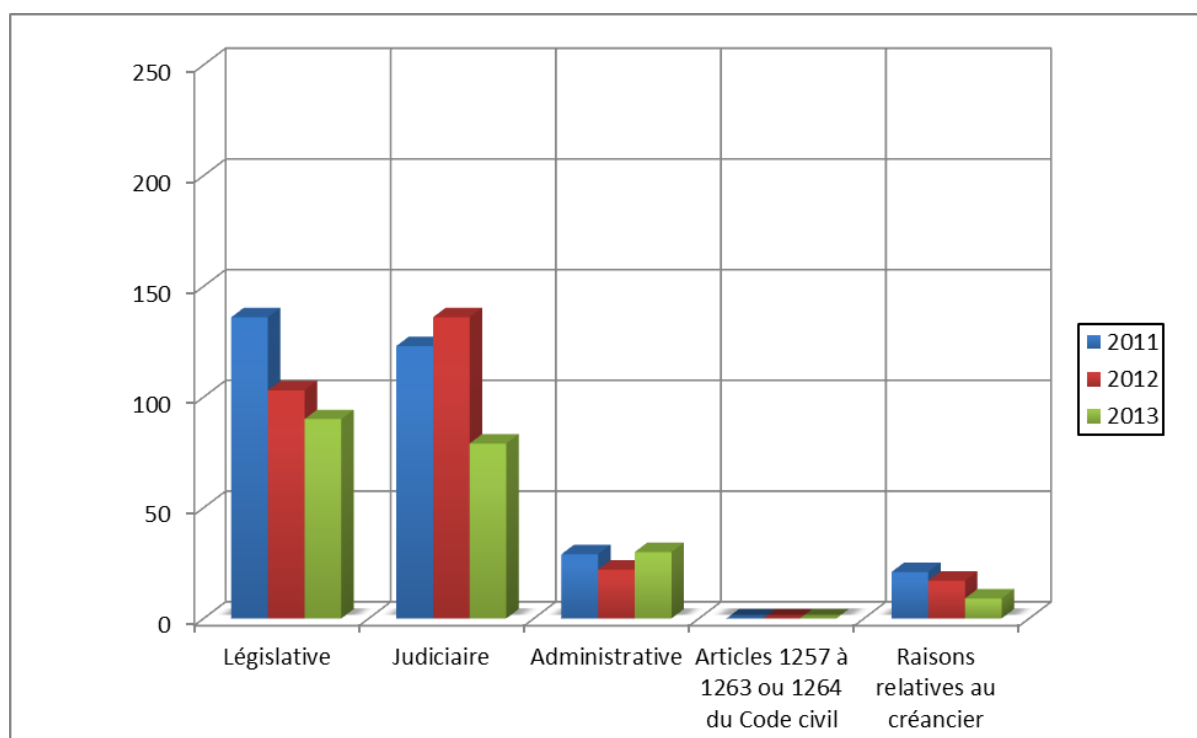
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	264	357	284
Judiciaire :	585	502	406
Administrative :	726	1.279	1.133
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	646	474	257
Nombre total des consignations déposées :	2.221	2.612	2.080



6.9.2. Nombre de consignations restituées intégralement

La comparaison du nombre des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

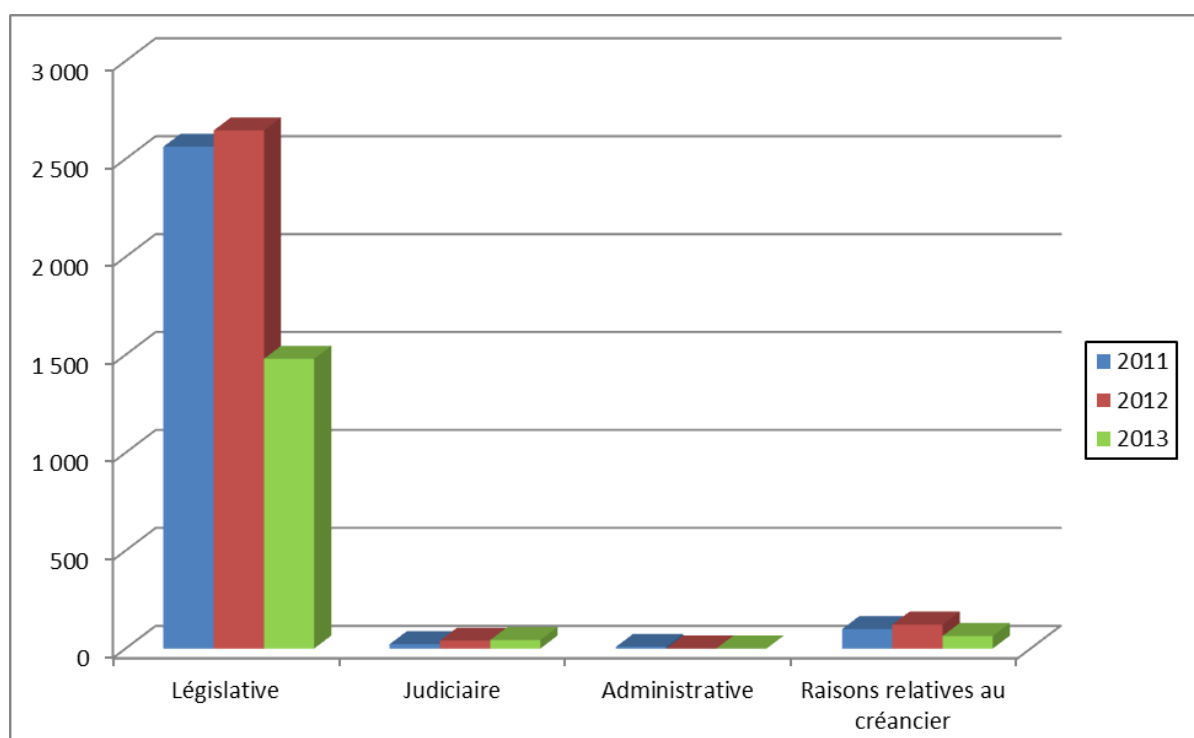
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	136	103	90
Judiciaire :	123	136	79
Administrative :	29	22	30
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	21	17	9
Nombre total des consignations restituées :	309	278	208



6.9.3. Nombre de restitutions partielles

La comparaison du nombre des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

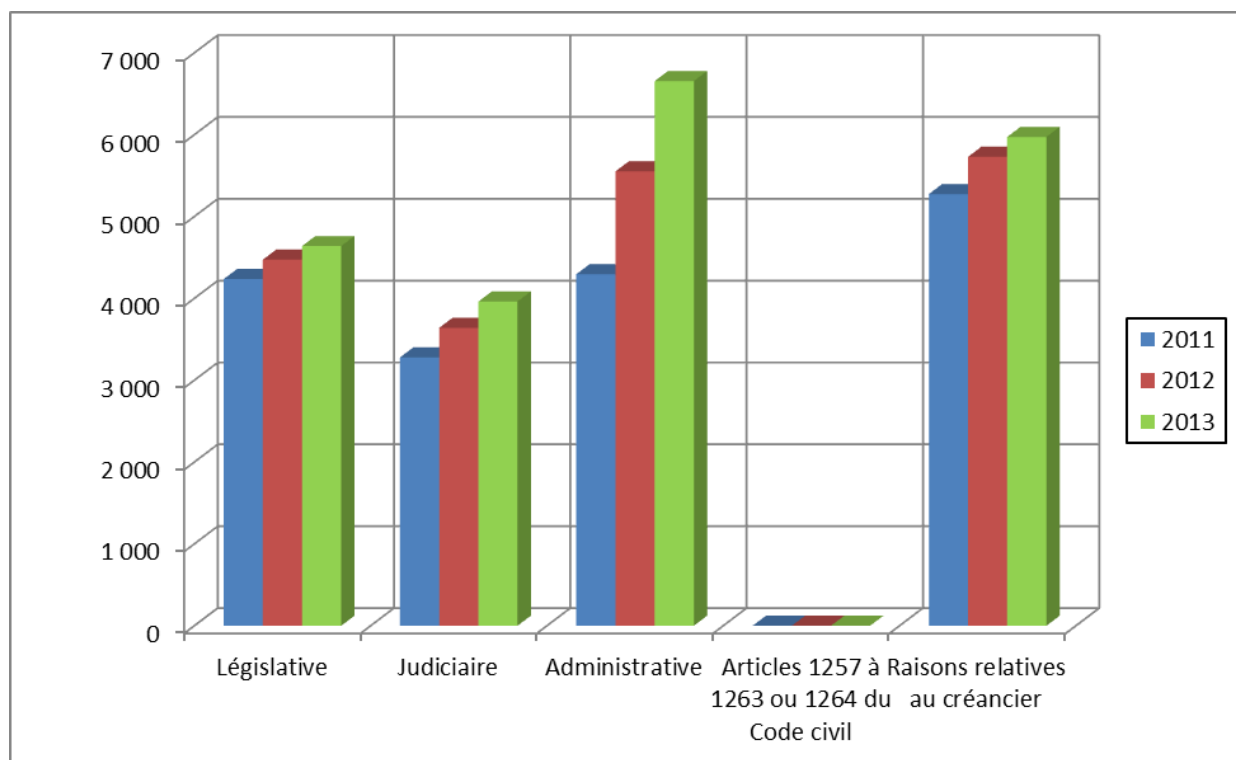
Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	2.562	2.645	1.479
Judiciaire :	22	40	43
Administrative :	8	0	0
Raisons relatives au créancier :	99	122	64
Nombre total des restitutions partielles :	2.691	2.807	1.586



6.9.4. Nombre de consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison du nombre des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

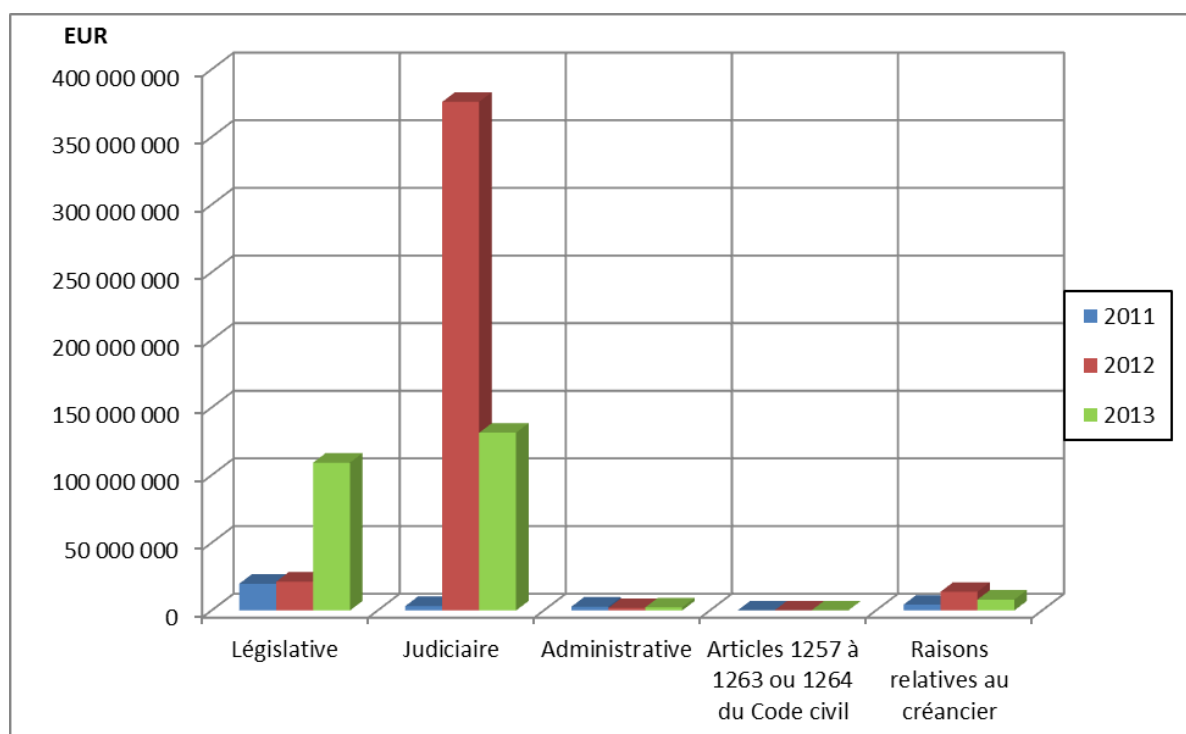
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	4.236	4.473	4.639
Judiciaire :	3.279	3.640	3.961
Administrative :	4.295	5.552	6.655
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	5.275	5.730	5.973
Nombre total des consignations en dépôt :	17.085	19.395	21.228



6.9.5. Valeur comptable des consignations déposées

La comparaison de la valeur comptable des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

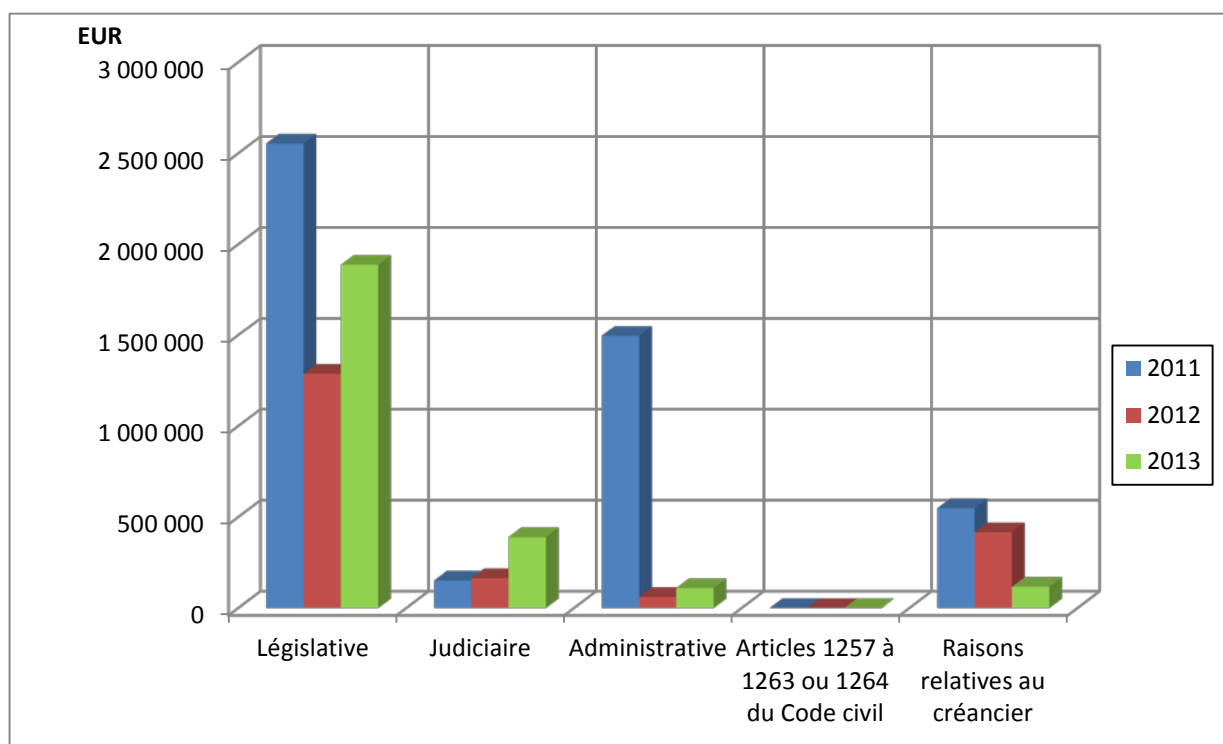
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	19.763.395,05	21.307.954,85	109.250.784,15
Judiciaire :	3.273.742,48	375.982.204,25	131.388.610,53
Administrative :	2.812.118,53	1.859.619,87	2.266.375,24
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	4.328.289,64	13.803.247,57	8.014.208,18
Valeur comptable totale :	30.177.545,70	412.953.026,54	250.919.978,10



6.9.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement

La comparaison de la valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

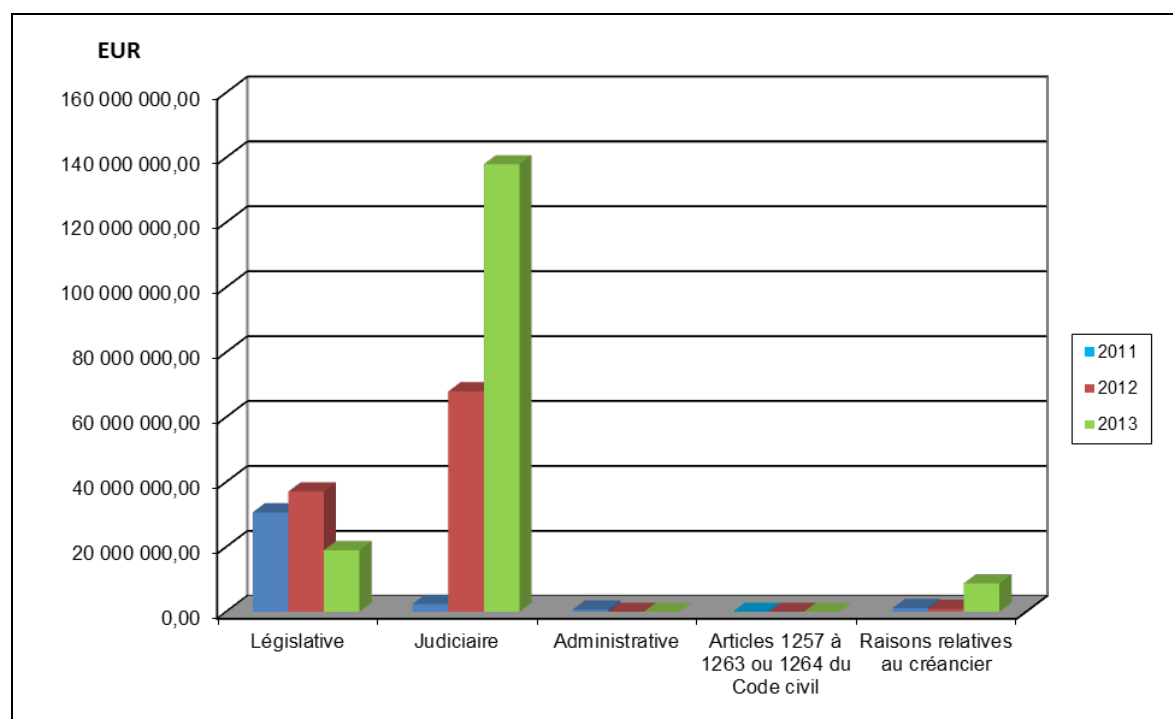
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	2.554.036,78	1.287.385,61	1.887.191,66
Judiciaire :	151677,3	164.455,85	390.005,80
Administrative :	1.496.856,12	61.294,95	109.994,01
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	548.750,64	416.558,66	117.472,85
Valeur comptable totale :	4.751.320,84	1.929.695,07	2.504.664,32



6.9.7. Valeur comptable des restitutions partielles

La comparaison de la valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

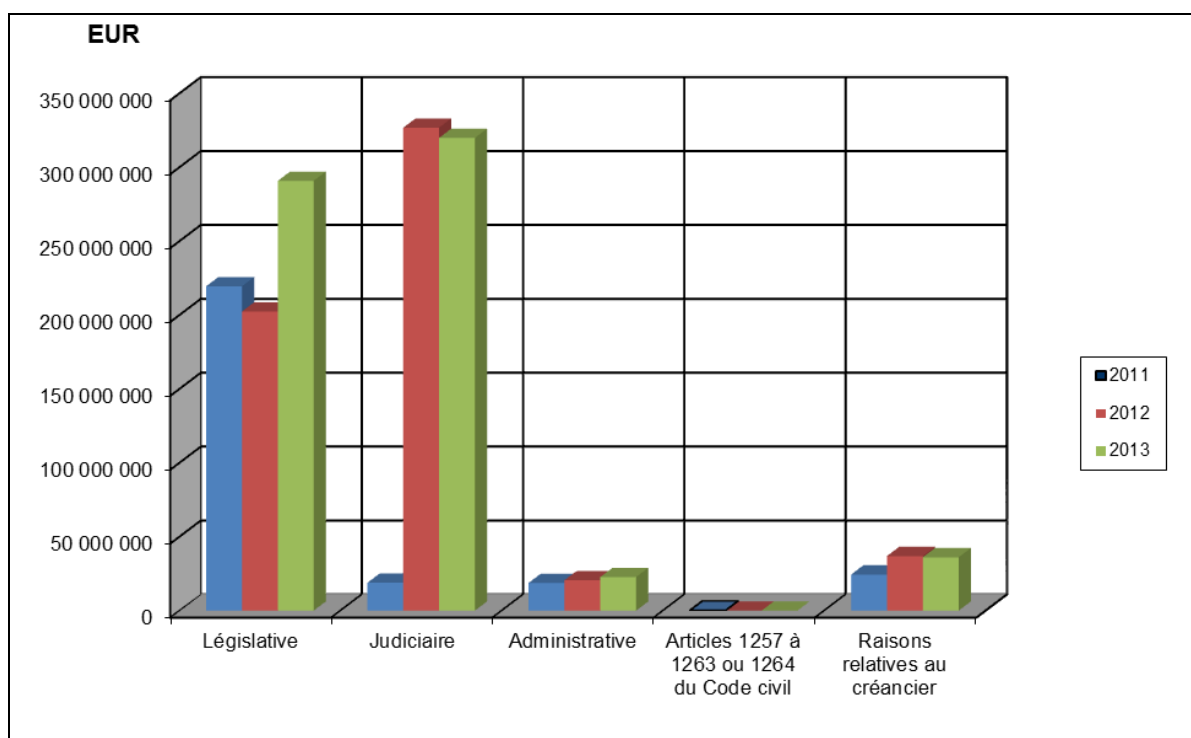
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	43.894.317,20	37.043.947,26	18.979.570,38
Judiciaire :	2.224.715,24	67.902.451,11	137.903.006,10
Administrative :	0,00	0,00	0,00
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	3.215.682,24	895.579,53	8.731.875,93
Valeur comptable totale :	49.334.714,68	105.841.977,90	165.614.452,41



6.9.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

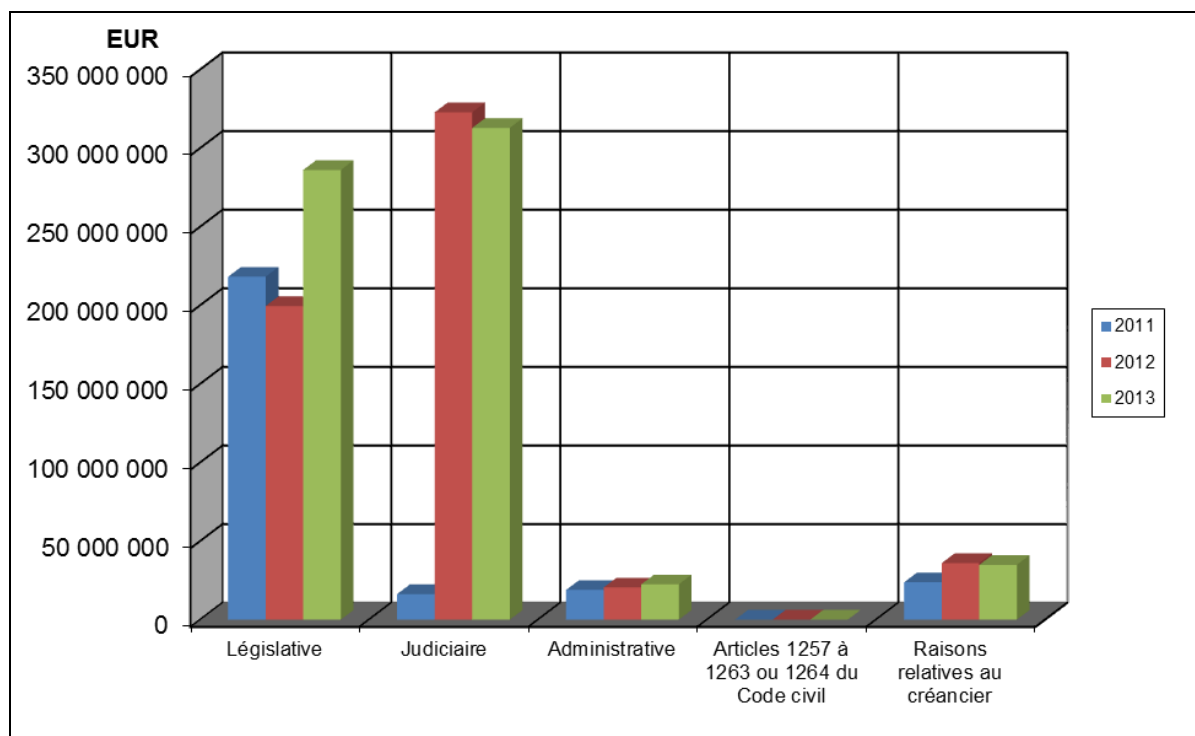
Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	32.637.887,95	36.380.356,76	18.152.740,29
Judiciaire :	2.507.771,71	67.942.262,22	138.031.418,39
Administrative :	2.161.859,57	60.918,61	108.600,94
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	1.479.817,96	1.116.635,64	8.560.764,96
Valeur (nette) d'inventaire totale :	38.787.337,19	105.500.173,23	164.853.524,58



6.9.9. Valeur comptable des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur comptable des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

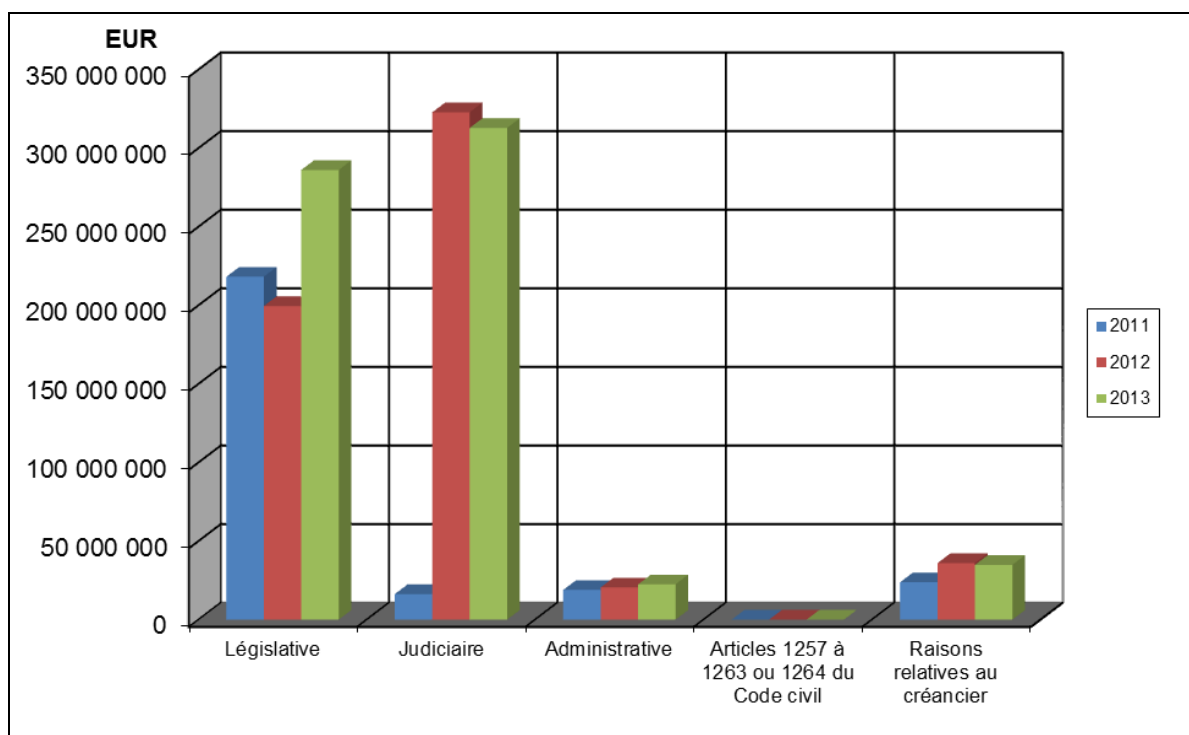
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	219.465.546,06	202.442.168,04	290.826.190,15
Judiciaire :	18.870.200,82	326.785.498,11	319.881.096,74
Administrative :	18.790.625,92	20.588.950,84	22.745.332,07
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	24.449.172,60	36.940.281,98	36.105.141,38
Valeur comptable totale :	281.395.646,90	586.756.898,97	669.557.760,34



6.9.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	218.184.742,45	199.527.574,38	286.094.848,46
Judiciaire :	16.270.798,07	322.780.684,18	312.862.045,12
Administrative :	18.896.008,92	20.497.153,99	22.458.496,94
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	23.778.963,91	35.972.123,74	34.846.280,47
Valeur (nette) d'inventaire totale :	276.950.352,70	578.777.536,29	656.261.670,99



6.10. Annexe : textes législatifs

6.10.1. Loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat

Art. 1er. Champ d'application

(1) Tout bien à consigner en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative doit être consigné auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, nonobstant toutes dispositions légales ou réglementaires antérieures.

(2) Tout bien à consigner volontairement par un débiteur pour se libérer à l'égard d'un créancier peut être consigné avec effet libératoire pour le débiteur auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, lorsque la consignation a lieu sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil ou lorsque le débiteur, sans faute de sa part, ne peut se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier.

(3) La présente loi s'applique aussi aux consignations faites par l'État.

Art. 2. Caisse de consignation

(1) La Trésorerie de l'État est la caisse de consignation au sens de la présente loi.

(2) Les biens consignés à la caisse de consignation ne peuvent être confondus avec les avoirs de l'État. La caisse de consignation tient des livres distincts de ceux de l'État dont les règles comptables sont fixées par règlement grand-ducal.

(3) Les comptes de la caisse de consignation sont soumis annuellement au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 3. Biens consignables

Pour pouvoir être consigné, un bien doit avoir l'une des formes acceptables conformément aux dispositions du présent article :

a) Sont acceptables tous les biens susceptibles d'être versés ou virés en faveur de la caisse de consignation sur un compte bancaire ou un compte chèque postal au Luxembourg.

b) Sont acceptables tous autres biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, à condition, dans les cas visés au paragraphe (2) de l'article 1er, de l'accord écrit et préalable de la caisse de consignation. Cet accord devient caduc s'il n'est pas suivi dans les trois mois de sa notification par la réception des biens à la caisse de consignation.

Art. 4. Réception des biens à consigner

(1) Toute réception de biens par la caisse de consignation est documentée par un récépissé délivré au déposant. La réception de biens à consigner et la délivrance du récépissé se fera par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines dans tous les cas où la compétence pour ce faire lui est expressément reconnue par une loi, un règlement, une décision judiciaire ou administrative.

(2) La caisse de consignation tient un registre de toutes les consignations effectuées, faisant référence aux éléments relevant de chaque consignation.

Art. 5. Garde des biens consignés

(1) La caisse de consignation a seule la charge de garder les biens consignés en vue de leur restitution aux ayants droit.

(2) La caisse de consignation place auprès d'établissements financiers au Luxembourg tous les biens consignés pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts, tels que des sommes en monnaie nationale ou étrangère, des titres ou des métaux précieux. Elle prend égard, quant au choix des échéances, à son obligation de restituer les biens consignés dans un délai raisonnable.

(3) Les biens consignés autres que ceux visés au paragraphe précédent, sont conservés inchangés en vue de leur restitution en nature aux ayants droit. A cet effet, la caisse de consignation peut faire par elle-même ou par des tiers, tous les actes d'administration qui lui paraissent nécessaires.

(4) Les sommes provenant de la perte de biens consignés sont placées conformément au paragraphe (2).

(5) Les frais de la garde des biens consignés, y compris les frais propres de la caisse de consignation ainsi qu'une taxe de consignation établie sur base d'un tarif à fixer par règlement grand-ducal, sont couverts par imputation annuelle sur les fruits et à défaut, les produits des biens consignés. La taxe de consignation ne peut être fixée par an à moins de 0,5% ni à plus de 3% de la valeur estimée des biens consignés.

Art. 6. Restitution des biens consignés

(1) La restitution des biens consignés aux ayants droit nécessite une décision motivée de la part de la caisse de consignation.

En cas de consignation sur base de l'article 1er (1), la restitution intervient suite à l'acte qui l'autorise. En cas de consignation sur base de l'article 1er (2), la restitution intervient sur demande dûment justifiée.

(2) La restitution porte soit sur les biens consignés en nature, soit sur les sommes acquises en lieu et place des biens initialement consignés. Sous réserve de l'article 5(5), elle porte également sur les fruits et produits de ces biens et sommes, tels qu'établis par la caisse de consignation. La caisse de consignation n'est pas tenue de verser ces fruits et produits avant la fin de la consignation.

(3) La caisse de consignation ne peut effectuer la restitution qu'après avoir reçu paiement, de la part des ayants droit au profit du Trésor, des frais restant dus.

Art. 7. Effet des significations

Les saisies-arrêts, oppositions, cessions et généralement toutes significations relatives à des biens consignés ont lieu, par dérogation aux dispositions du Code de procédure civile, à la Trésorerie de l'État. Sont, pour le surplus, appliquées aux consignations les formalités pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics.

Art. 8. Prescription

(1) Les biens meubles consignés sont acquis à l'État lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans sans qu'il ait été demandé à la caisse de consignation de prendre une décision de restitution conformément à l'article 6 (1) ou sans que soit intervenu l'un des actes visés par l'article 2244 du Code civil. Ce délai prend cours à partir de la date du récépissé visé au paragraphe (1) de l'article 4.

(2) Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, la caisse de consignation avise par lettre recommandée les ayants droit dont le domicile est connu suivant les pièces en sa possession, de la déchéance qu'ils encourent. A défaut de domicile connu ou à défaut d'une réclamation des ayants droit avisés endéans les deux mois de l'envoi de la lettre recommandée précitée, les indications pouvant permettre aux ayants droit de se manifester sont publiées immédiatement au Mémorial.

Art. 9. Dispositions abrogatoires et transitoires

(1) Sont abrogés : la loi modifiée du 12 février 1872 sur les consignations;
l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945 portant modification de la législation sur la caisse des consignations;
l'arrêté royal grand-ducal du 16 juillet 1872 concernant l'exécution de la loi sur les consignations du 12 février 1872;
le règlement grand-ducal du 10 mars 1975 portant relèvement du taux des intérêts à servir par la caisse des consignations.

(2) Est abrogé le point 3° de l'article 46 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

(3) Les consignations valablement faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciens textes les ayant régies.

Art. 10. Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.

6.10.2. Règlement grand-ducal du 4 février 2000

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la caisse de consignation et le tarif pour la taxe de consignation

Art. 1. Principes comptables

(1) La caisse de consignation attribue un numéro d'ordre comptable à chaque consignation distincte par l'acte juridique qui lui a donné naissance et qui est obligatoirement indiqué sur le récépissé des biens consignés et, le cas échéant, distincte par ayant droit. Elle ouvre pour chaque consignation un compte interne individuel, subdivisé en sous-comptes par type de biens et par devise.

(2) Les livres de la caisse de consignation sont tenus sous forme d'un compte de flux à partie double, enregistrant l'intégralité des produits et des charges de la caisse de consignation ainsi que d'un bilan à partie double, dont le passif indique le total net des biens et sommes à restituer par la caisse de consignation, tel qu'il se dégage des soldes additionnés des comptes internes individuels, et dont l'actif indique le total des biens gardés par la caisse de consignation et des avoirs inscrits à son nom. La différence entre le total du passif et le total de l'actif du bilan est inscrite sous forme d'un solde comptable.

(3) Une consignation entre dans les livres de la caisse de consignation au moment de l'établissement du récépissé par la caisse de consignation, également au cas où la délivrance du récépissé établi par la caisse de consignation se ferait par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(4) Une consignation sort des livres de la caisse de consignation au moment où la caisse de consignation soit prend la décision de restituer les biens consignés soit transfère les biens meubles consignés à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État. Si l'ayant droit des biens en cause n'en prend pas possession dans un délai de trois mois à partir du jour de la décision de restitution, ils sont considérés de plein droit comme ayant fait l'objet d'une nouvelle consignation, par le Ministre ayant la caisse de consignation dans ses attributions, à partir du jour de la décision de restitution.

(5) Les livres de la caisse de consignation sont tenus en euros.

Art. 2. Comptes internes individuels.

(1) Les comptes internes individuels ouverts par la caisse de consignation pour chaque consignation distincte et leurs sous-comptes retracent les éléments suivants de chaque consignation :

- a) les biens initialement consignés ou les sommes acquises en lieu et place de ces biens;
- b) les fruits et produits de ces biens et sommes;
- c) les frais de la garde de ces biens et sommes;
- d) la taxe de consignation sur ces biens et sommes.

(2) Les comptes ou sous-comptes individuels qui portent sur des sommes d'argent sont ou bien crédités d'intérêts mensuels à un taux inférieur de dix pour-cent en termes relatifs au taux de placement moyen réalisé pour la devise en question par la Trésorerie de l'État, ou bien débités d'intérêts mensuels à un taux supérieur de dix pour-cent en termes relatifs au même taux de placement. Les intérêts sont calculés pour chaque mois entier de la garde et comptabilisés le dernier jour du mois.

(3) Les biens et sommes visés à la lettre a) du paragraphe (1) sont inscrits dans les livres de la caisse de consignation avec la valeur comptable suivante :
s'il s'agit de sommes d'argent, avec leur valeur nominale;
s'il s'agit d'autres biens, avec la valeur estimée au moment de la consignation. Cette valeur, établie au besoin sur base d'expertises, peut être modifiée au cours de la consignation sur l'initiative de la seule caisse de consignation, sur base de critères objectifs.

(4) La valeur comptable des biens visés au paragraphe précédent est exprimée et comptabilisée en euros. Toutefois, si les biens à restituer sont dénommés en une devise autre que l'euro ou autre que l'une des subdivisions nationales de l'euro, la valeur de ces biens et les comptes afférents à leur consignation sont maintenus dans la devise à restituer et seulement convertis en euros, au cours de change utilisé dans la comptabilité de l'État, pour les besoins de l'établissement des livres de la caisse de consignation.

Art. 3. Frais de garde.

Les frais de garde visés à la lettre c) du paragraphe (1) de l'article 2 se composent :
des frais spécifiquement déboursés par la caisse de consignation pour la garde de la consignation en cause, mis en compte au moment de leur constatation;
d'un montant forfaitaire, couvrant les frais non spécifiquement attribuables à une consignation ainsi que les frais propres de la caisse de consignation, égal à 1% par an de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2. Ce montant forfaitaire est calculé à raison d'un douzième pour chaque mois de la garde et est comptabilisé le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de frais de garde. Toutefois, quelle que soit la durée de la garde, les frais dus au titre du montant forfaitaire ne peuvent être inférieurs au montant calculé pour un mois.

Art. 4. Taxe de consignation.

(1) La taxe de consignation est fixée sur base de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2, conformément au tarif suivant :
1% par an pour les sommes d'argent;
2% par an pour les autres biens pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts;
3% par an pour les autres biens.
(2) La taxe de consignation est calculée à raison d'un douzième pour chaque mois de la consignation et est comptabilisée le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de la taxe. Toutefois, quelle que soit la durée de la consignation, la taxe due ne peut être inférieure au montant calculé pour un mois.

Art. 5. Actif de la caisse de consignation.

Les actifs de la caisse de consignation qui consistent en des biens consignés sont inscrits dans ses livres avec la même valeur comptable avec laquelle ils sont inscrits à son passif, conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2.

Art. 6. Affectation du solde de la caisse de consignation.

(1) La partie du solde comptable créditeur inscrit au passif de la caisse de consignation à la clôture d'un exercice financier annuel qui dépasse la moitié du total de la valeur comptable des biens consignés est transférée au Trésor comme recette du budget de l'État au titre de l'exercice financier suivant.

(2) Le transfert visé au paragraphe précédent ne peut se faire qu'après déduction de tout solde négatif éventuel en relation avec des consignations transférées à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État.

Art. 7. Entrée en vigueur.

(1) Les dispositions du présent règlement sont d'application à partir de l'exercice 2000.

(2) Notre Ministre du Trésor et du Budget est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.